



Trente et unième session

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA MILLE DEUX CENT TRENTI-CINQUIÈME SEANCE

Tenue au Siège, à New York,  
le mardi 9 juin 1964, à 15 heures.

Président :

M. CORNER

(Nouvelle-Zélande)

- Examen des rapports annuels des autorités administrantes sur l'administration des territoires sous tutelle : situation dans le territoire sous tutelle des Iles du Pacifique [point 4 b) de l'ordre du jour] (suite)
- Rapport de la Mission de visite des Nations Unies au territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, 1964 [point 6 de l'ordre du jour] (suite)
- Examen des rapports annuels des autorités administrantes sur l'administration des territoires sous tutelle : situation dans le territoire sous tutelle de Nauru [point 4 c) de l'ordre du jour] (suite)

## POINT 4 b) ET 6 DE L'ORDRE DU JOUR

EXAMEN DES RAPPORTS ANNUELS DES AUTORITES ADMINISTRANTES SUR L'ADMINISTRATION DES TERRITOIRES SOUS TUTELLE : SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE (T/1624; T/L.1073; T/PET.10/L.5, L.6, L.7 et Add.1) (suite)

RAPPORT DE LA MISSION DE VISITE DES NATIONS UNIES AU TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE, 1964 (T/1620) (suite)

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Nous avons eu le privilège de fonder principalement sur le rapport de notre propre Mission de visite notre examen, cette année, du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique. Non seulement ce rapport est fort intéressant et très complet, mais ses considérations et conclusions ont été rédigées avec soin et de façon ordonnée. Il est peut-être particulièrement digne de remarque du fait que, même lorsque, à la suite de son analyse, il critique la politique et les actes de l'Autorité administrante, il indique des moyens constructifs qui, à son avis, permettraient d'améliorer la situation actuelle. Que nous approuvions ou non ses conclusions, en lisant et étudiant le rapport, nous devons admettre qu'elles sont réfléchies et logiques.

Ce rapport pourrait bien devenir un modèle pour l'Administration lorsqu'elle devra résoudre les problèmes qui se posent dans le Territoire. Tout d'abord, la Mission de visite a tenu compte, à juste titre, de la nature même du Territoire. Je dis "à juste titre" car il semble à ma délégation indispensable d'étudier les problèmes qui se posent dans un tel territoire à la lumière du caractère propre de ce dernier.

Avant tout, ce territoire, d'après le rapport de la Mission de visite, est constitué de "2 100 îles séparées, dispersées sur 3 millions de milles carrés d'océan, soit un rectangle de 2 700 milles d'ouest en est et de 1 300 du nord au sud". Le rapport poursuit :

"D'après les statistiques, deux îles seulement ont plus de 4 000 habitants ... trois en ont plus de 3 000 ... vingt-trois en ont de 500 à 1 000 ... soixante et une en ont moins de 500 et vingt-sept moins de 100." (T/1620, p. 11)

Ce sont des considérations de ce genre qui ont amené la Mission de visite à observer :

"Constamment, en étudiant la Micronésie, on se retrouve devant le fait que l'océan est grand et la terre minuscule, et que, partant, ces conditions

M. McCarthy (Australie)

inaltérables posent des problèmes immenses lorsqu'il s'agit d'administrer et de développer le territoire." (Ibid., p. 10)

Ayant noté ces faits, la Mission de visite remarque dans son rapport :

"Toutefois, il n'est pas possible d'étudier valablement la situation actuelle et les perspectives d'avenir de la Micronésie à moins de faire un effort pour comprendre ces faits. La Mission elle-même a dû constamment se remémorer les particularités géographiques de la Micronésie lorsqu'elle se trouvait parfois découragée en constatant que, malgré la grande augmentation des dépenses, les progrès, apparemment, n'étaient pas très marqués." (Ibid., p. 14)

L'on peut vraiment dire qu'aucun problème, dans l'administration ou dans le développement, ne reste intouché par ces faits. Aucune solution valable ailleurs ne s'applique nécessairement à cette région à moins d'avoir été conçue pour répondre à des circonstances semblables à celles qui prévalent dans ce groupe d'îles. Ces problèmes ne seront pas résolus uniquement avec de l'argent. Pourtant, ils ne sauraient l'être sans que l'argent soit fourni d'une façon ou d'une autre; mais, à côté de fonds suffisants, il faudra aussi l'aptitude à consacrer ces fonds à des fins constructives.

Ma délégation pense que l'Administration des Etats-Unis comprend cette double exigence, et nous avons été heureux de constater qu'après une longue période pendant laquelle les dépenses à l'intérieur du Territoire et les allocations qui lui étaient accordées ont été assez statiques, maintenant, les sommes mises à la disposition du Territoire ont été grandement augmentées et, en conséquence, les moyens de les appliquer à des fins constructives ont été accrus. Déjà, de l'avis de la Mission de visite et de l'avis, en plus, du représentant de la Chine qui avait déjà visité le Territoire, on peut constater un rythme de développement accéléré.

A cet égard, ma délégation prend note de l'observation suivante dans le rapport de la Mission de visite :

"La Mission de 1964 a pu constater les premiers résultats de la nouvelle politique qui sans aucun doute transformera la Micronésie de bien des façons que nous ne pouvons pas encore toutes prévoir." (Ibid., p. 12)

M. McCarthy (Australie)

Ayant noté ces circonstances, la Mission de visite passe ensuite à l'étude détaillée des divers aspects du progrès dans le Territoire. A propos de l'enseignement, elle constate que "l'on ne peut pas souvent recourir à des expédients". Je crois que cette mise en garde est de mise car, d'après notre propre expérience, nous savons que même avec de grands efforts, on ne peut pas accélérer du jour au lendemain l'enseignement des populations, qu'il faut des années et des mesures dans bien des domaines différents, avant que l'enseignement ne devienne valablement généralisé. Il le sera alors dans la mesure où les qualités de la population intéressée en permettra la vulgarisation.

Ma délégation a été particulièrement heureuse de constater que la Mission félicitait l'Autorité administrante à la fois de fournir à la population de la Micronésie un système d'enseignement de haute qualité et de mettre cette politique en oeuvre avec énergie. En même temps, la Mission a indiqué les moyens de rendre cet effort encore plus fructueux, parlant d'abord de l'attitude et du genre de vie des instructeurs eux-mêmes et passant ensuite aux différents domaines de l'enseignement. Nous pensons que la Mission a eu raison de mettre l'accent sur l'enseignement des adultes, bien que nous soyons obligés d'ajouter que tout système d'enseignement des adultes, dans de telles circonstances, ne peut être qu'auxiliaire et ne saurait avoir un effet aussi profond que l'enseignement des jeunes dans des écoles officielles et selon des méthodes officielles.

Dans ce contexte de l'enseignement, nous avons lu avec un intérêt particulier les observations touchant les écoles des missions et la possibilité d'accorder une aide à ces écoles. C'est un problème que nous avons nous-mêmes connu dans nos propres territoires, et nous l'avons pris à sa racine, à savoir, comme le dit la Mission de visite dans son rapport, en partant du point de vue que "des arguments qui sont valables dans un pays métropolitain ne le sont pas nécessairement dans un territoire non autonome". Nous estimons que les écoles des missions et le dévouement des missionnaires instituteurs jouent un rôle dans l'oeuvre du Gouvernement dans les régions non autonomes. Ceci, malgré le fait que nous pensions aussi que la direction de la politique de l'enseignement devrait être entre les mains des autorités laïques. Ma délégation, dans l'ensemble, approuve les opinions et conclusions de la Mission de visite touchant l'enseignement dans le Territoire sous tutelle.



M. McCarthy (Australie)

Nous avons pris le même intérêt au développement des services de santé en Micronésie qu'aux problèmes de l'enseignement. Je ne me propose pas d'en parler ici en détail, car il est évident que l'on aborde maintenant la question avec une vigueur nouvelle, ce qui donne des résultats encourageants et en laisse prévoir d'autres plus favorables encore dans les années à venir. Toutefois, notre attention a été frappée tout particulièrement par le plan prévoyant l'élimination de la formation de "Medical Practitioners" à l'Ecole médicale de Suva. Nous connaissons nous-mêmes fort bien l'oeuvre de cette école et nous nous en sommes servis avec grand profit pour y envoyer des étudiants de Nouvelle-Guinée, dont beaucoup sont revenus dans notre propre territoire pour y accomplir un travail remarquable; l'un d'entre eux a occupé les fonctions de "District Medical Officer" dans un vaste district très peuplé. Sans vouloir impliquer que les cours donnés à Suva remplacent tout à fait un cours médical complet comparable à celui dont nous avons l'habitude en Australie et à ce que l'on entend ici par études médicales, nous avons cependant trouvé cette école très utile durant la période d'évolution du développement des services de santé au Papua et en Nouvelle-Guinée.

Bien entendu, les programmes accélérés qui sont nécessaires pour le développement des territoires non autonomes obligent bien souvent à prendre des raccourcis; mais l'on ne peut éliminer complètement le processus d'évolution dans le développement d'aucun pays, et les raccourcis donnent souvent lieu à des difficultés. En outre, il nous semble que des avantages psychologiques peuvent résulter d'un processus d'évolution normal qui tient compte des circonstances particulières à un pays donné; inversement, si l'on ne tient pas compte de l'évolution, il peut en résulter un mécontentement psychologique et social.

Avec les problèmes sociaux, de la santé et de l'enseignement, il faut bien entendu étudier aussi les problèmes économiques. A cet égard, nous approuvons les observations suivantes de la Mission de visite :

"Néanmoins, un plan de dépenses qui mettrait surtout l'accent sur l'enseignement et les services sociaux et sur d'autres projets d'investissement sociaux mais n'accorderait pas la même place aux investissements productifs aurait pour résultat un développement économique et social non équilibré dans l'ensemble. Soulignons qu'un développement économique et social non équilibré aura nécessairement des répercussions sur le développement politique.

M. McCarthy (Australie)

"Avant d'avoir exploré toutes les possibilités économiques, on n'a pas le droit de porter des jugements définitifs; mais il semble improbable, sur la base de nos connaissances actuelles, que la Micronésie ait un potentiel économique lui permettant de se suffire à elle-même à un niveau que la plupart des habitants puissent estimer raisonnable, maintenant déjà mais plus encore à l'avenir. Pendant des années encore, le budget annuel nécessaire pour de nouveaux biens en capitaux et pour les dépenses régulières devra vraisemblablement dépasser de beaucoup les ressources disponibles sur place."  
(Ibid., p. 61)

Auparavant, la Mission avait fait observer :

"Jusqu'ici, l'Administration a dû élaborer des programmes séparés dans le domaine économique et n'a pas fait de plan d'ensemble pour l'économie, et elle n'a pas entrepris une campagne coordonnée pour donner de l'élan à l'économie micronésienne en général. C'est pourquoi, peut-être, les progrès ont été dispersés lorsque l'on a voulu mobiliser les compétences et les énergies du peuple micronésien afin de l'aider à avoir une économie propre."(Ibid., p. 60)

Mais, sans aucun doute, c'est là l'une des raisons seulement pour lesquelles le développement économique en Micronésie n'apparaît peut-être pas toujours; ce n'en est pas forcément la raison la plus importante. Les problèmes que pose le développement économique dans des îles aussi dispersées sont en vérité très compliqués et ont des raisons très variées. Je n'entrerai pas à ce propos dans les détails car il me semble que chacun comprend cela; je dirai seulement que ces problèmes constituent un frein, beaucoup plus que leur caractère économique lui-même.

Pendant bien des années à venir, le développement économique dans les îles devra rester surtout un développement primaire. Mais une économie primaire en elle-même peut ne pas correspondre aux désirs de la population; ceci pose la question plus vaste de la possibilité de satisfaire les désirs croissants des habitants des îles où que ce soit, simplement parce que les îles sont elles-mêmes naturellement limitées et ne peuvent offrir aux habitants qui y vivent que des perspectives économiques et sociales limitées.

En conséquence, ma délégation approuve la Mission de visite d'avoir mis l'accent sur un triple effort économique, mentionné à la page 102 de son rapport. Toutefois, tout en partageant sans réserves l'opinion sur ce point des membres de la Mission, nous nous rendons compte que ni le Conseil, ni l'Administration du Territoire sous tutelle, ni la population elle-même ne doivent s'attendre à des résultats astronomiques ou très rapides. Il faudra non seulement des programmes détaillés et un travail ardu, mais aussi beaucoup de patience de la part de tous les intéressés.

Dans le domaine politique, je n'ai pas l'intention de faire des observations très détaillées. Il se peut, comme l'ont laissé entendre ici certaines délégations, que la création d'un congrès central prenne du temps. Cela n'a pas, toutefois, obligatoirement, l'importance que l'on pourrait imaginer. Sans vouloir impliquer le moins du monde que la création d'un corps législatif devrait être différée, je suis amené à faire cette observation par le fait qu'il existe dans ces îles un système politique bien établi basé sur des divisions gouvernementales locales dans un cadre politique plus large. A ce niveau local, on a de toute évidence pris l'habitude des processus démocratiques fondés sur le suffrage universel. Ceci, pour nous, est d'une importance vitale.

Je songe à ce propos à une observation d'Edmund Burke que je vais citer :

"Point n'est besoin d'être très prudent pour faire un gouvernement : on installe le siège du pouvoir, on enseigne l'obéissance, et le tour est joué. Donner la liberté est encore plus facile. On n'a pas besoin de diriger, On a qu'à lâcher les rênes. Mais former un gouvernement libre, c'est-à-dire mélanger ces éléments opposés de liberté et de contrainte en un tout homogène exige beaucoup de réflexion, de jugement, de force et de discrimination."

Le mélange de ces éléments de liberté et de contrainte auxquels fait allusion Burke est un procédé beaucoup plus facile s'il est entrepris comme l'on a entrepris le développement du Territoire sous tutelle qu'il ne pouvait l'être, mais pour l'imagination la plus fantaisiste sans une telle base.

En ce qui concerne le nouveau congrès envisagé, ma délégation a cru comprendre que l'on n'était pas encore sûr de la façon dont il fonctionnerait, de la forme ou des pouvoirs qu'il aurait. Pour la forme, nous ne pensons pas qu'il y ait des difficultés particulières. Quant aux pouvoirs, ils s'établiront d'eux-mêmes sur la base du suffrage universel qui a été si bien instauré dans le Territoire, car nous savons par expérience qu'avec le suffrage universel les pouvoirs augmentent selon le voeu de ceux qui votent.

M. McCarthy (Australie)

Pour cette raison et pour d'autres, nous ne sommes pas particulièrement inquiets des pouvoirs qui restent aux mains du Congrès des Etats-Unis. Tout d'abord, ce Congrès a certainement le sens de ses responsabilités et a une grande expérience; en second lieu, la responsabilité internationale du progrès du Territoire sous tutelle incombe au Gouvernement des Etats-Unis; en troisième lieu, comme je l'ai dit, quels que soient les pouvoirs qui restreindront encore ceux du Parlement territorial, ils disparaîtront au fur et à mesure des demandes de l'organe élu qui exprimera les désirs de la population et réagira à la pression exercée sur lui par le corps électoral.

Avant d'en finir avec la question politique, je voudrais mentionner spécialement l'attention que la Mission de visite a accordée à la gestion des finances telle qu'elle est proposée par le Parlement territorial. La Mission a souligné que le processus budgétaire est l'essence même de la démocratie et que, dans le territoire, la préparation du budget est actuellement un processus étroitement bureaucratique. La Mission a examiné cette question budgétaire et son lien avec le Parlement territorial en fonction des très larges subsides fournis par l'Autorité administrante. Elle souhaiterait que le partage de l'autorité en matière budgétaire commence avec l'inauguration du nouveau Parlement.

Ma délégation espère, avec la Mission de visite, que le Gouvernement des Etats-Unis examinera de très près cet aspect de son administration. En disant cela, je parle avec l'expérience d'une situation similaire qui existe en Nouvelle-Guinée. Dans ce territoire, le Gouvernement australien, comme on le sait, a procédé à certaines réformes politiques comportant l'élection libre, sur une liste commune, d'une majorité de l'Assemblée législative. En conséquence, à un moment où la plupart des dépenses du territoire sont encore couvertes par l'Australie, à un moment où le Gouvernement australien doit encore rendre compte de son administration aux Nations Unies et à un moment où le Gouvernement et le Parlement australiens ont encore la responsabilité de la défense du territoire et du progrès économique et social de la population, un système a été établi



M. McCarthy (Australie)

selon lequel une majorité de membres élus non seulement feront les lois, mais voteront les crédits nécessaires. Au sein de cet organisme législatif, le gouvernement devra faire face à la réalité politique et obtenir l'appui d'un nombre suffisant des membres élus.

En conclusion, ma délégation tient à féliciter la Puissance administrante des efforts qu'elle fait dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique pour remplir ses obligations découlant de l'Accord de tutelle et de la Charte des Nations Unies. Il est inévitable que des critiques puissent être formulées à bien des égards. Cependant, il est beaucoup plus aisé de critiquer que d'accepter la responsabilité d'agir; il est beaucoup plus facile de dire ce qui devrait être fait plutôt que de le faire. Il me semble que la meilleure épreuve à laquelle l'administration des Etats-Unis puisse être soumise consiste à rechercher comment la population du territoire réagit à l'égard de cette administration. Sans aucun doute, la population, dans l'ensemble, est convaincue que les Etats-Unis n'ont que des intentions généreuses à son égard et elle veut travailler avec cette Administration à l'établissement d'un avenir qui, ma délégation en est convaincue, sera satisfaisant pour le peuple et sera en même temps à l'honneur de l'idéal de liberté qui est celui des Etats-Unis et du niveau élevé d'efficacité pour lequel ce pays est célèbre.

Nous pensons aussi que c'est à l'honneur du Haut Commissaire des Etats-Unis, M. Goding, dont la patience et la courtoisie, comme représentant spécial ici, nous ont été d'une grande aide. Nous avons vivement apprécié sa présence parmi nous.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La liste des orateurs qui désiraient faire une déclaration générale sur la situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique est maintenant épuisée. Les déclarations finales des représentants de la Puissance administrante auront lieu à la séance de jeudi.

## POINT 4 c) DE L'ORDRE DU JOUR

EXAMEN DES RAPPORTS ANNUELS DES AUTORITES ADMINISTRANTES SUR L'ADMINISTRATION DES TERRITOIRES SOUS TUTELLE : SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE NAURU (T/1619; T/L.1072/Rev.1) (suite)

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous passons maintenant à l'examen de la situation à Nauru et nous poursuivons les questions au représentant spécial.

Sur l'invitation du Président, M. R. Marsh, représentant spécial pour le Territoire sous tutelle de Nauru sous administration australienne, prend place à la table du Conseil.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Qu'il me soit permis tout d'abord, au nom de la délégation de l'Union soviétique, de souhaiter la bienvenue au représentant spécial pour Nauru, M. Marsh, ainsi qu'à M. Bernicke, conseiller auprès de la délégation australienne et secrétaire du nouveau Conseil de gouvernement local de Nauru.

En liaison avec l'examen de la question de la situation dans le Territoire sous tutelle de Nauru, la délégation de l'Union soviétique voudrait poser au représentant de l'Australie et au représentant spécial un certain nombre de questions touchant aux divers aspects de la vie dans le Territoire sous tutelle.

Comme on le sait, dans la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, adoptée par l'Assemblée générale le 14 décembre 1960, l'Assemblée a exprimé sa conviction que

"... tous les peuples ont un droit inaliénable à la pleine liberté, à l'exercice de leur souveraineté et à l'intégrité de leur territoire national",

et, en même temps, a proclamé solennellement

"... la nécessité de mettre rapidement et inconditionnellement fin au colonialisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations".

Dans son dispositif, la Déclaration proclame :

"Tous les peuples ont le droit de libre détermination; en vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et poursuivent librement leur développement économique, social et culturel."

Mais la Déclaration ajoute :

"Le manque de préparation dans les domaines politique, économique ou social, ou dans celui de l'enseignement ne doit jamais être pris comme prétexte pour retarder l'indépendance."

Elle dit encore, et ceci s'applique à ce Territoire sous tutelle en particulier :

"Des mesures immédiates seront prises, dans les territoires sous tutelle, les territoires non autonomes et tous autres territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance, pour transférer tous pouvoirs aux peuples de ces territoires, sans aucune condition ni réserve, conformément à leur volonté et à leurs vœux librement exprimés, sans aucune distinction de race, de croyance ou de couleur, afin de leur permettre de jouir d'une indépendance et d'une liberté complètes."

On sait également que la population du Territoire sous tutelle de Nauru a exprimé très clairement ses désirs en ce qui concerne son avenir, et les propositions du peuple nauruan ont été soumises à l'examen du Gouvernement australien le 19 juin 1962. La même année, elles ont été communiquées au Conseil de tutelle par le document T/1600.

On sait que les représentants de l'Australie, tant devant le Conseil de tutelle qu'à la Quatrième Commission de l'Assemblée générale, ont fréquemment déclaré que les décisions de l'Australie reposent sur la volonté et les désirs librement exprimés de la population du Territoire sous tutelle.

M. Chakhov (URSS)

En liaison avec ce que je viens de lire - ce n'était en effet pas un discours, j'ai voulu simplement rafraîchir votre mémoire - j'en viens à ma première question. Le représentant de l'Australie ou le représentant spécial pourraient-ils me dire comment, à leur avis, les déclarations du représentant de l'Australie peuvent être conciliées avec le fait que, jusqu'à présent, l'Autorité administrante, non seulement n'a pas mis en oeuvre les propositions de la population nauruane au sujet de son avenir, mais continue de refuser d'accéder à ses désirs?

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je suis tenté de demander au représentant de l'Union soviétique de répéter l'introduction à sa question, mais je m'en abstiendrai. Les questions auxquelles il se réfère sont étroitement liées au problème du futur foyer des Nauruans, qui a été longuement discuté ici. Les désirs du peuple nauruan, dont le représentant de l'Union soviétique a parlé, ont reçu la plus sérieuse considération. Deux propositions principales au moins ont été soumises au peuple nauruan et les détails de ces propositions, à des degrés divers, font encore l'objet de discussions entre le Gouvernement australien, d'une part, et le peuple nauruan, d'autre part. Les pourparlers, bien entendu, tournent autour des propositions portant sur le foyer futur des Nauruans et la forme de gouvernement qui sera établi dans ce foyer futur qui fait actuellement partie de l'Australie métropolitaine.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Nous savons que, en ce qui concerne la réinstallation des Nauruans dont le représentant de l'Australie a parlé, la population a demandé qu'on lui donne la possibilité de créer un Etat souverain qui permette au peuple nauruan de conserver son identité nationale. Le représentant de l'Australie nous a dit que des négociations se poursuivent en la matière; mais il ressort de la déclaration faite que l'Autorité administrante adopte une attitude négative à l'égard des propositions faites par le Conseil des Nauruans. Je voudrais savoir quel motif a inspiré cette position de l'Australie et ce que l'Autorité administrante envisage en prolongeant ces pourparlers.



M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : La position de l'Autorité administrante n'est nullement négative, comme le prétend le représentant de l'Union soviétique. Bien que le Gouvernement australien ait déclaré qu'il ne voit pas clairement la possibilité d'octroyer une indépendance souveraine sur une île située aussi près du continent que Manhattan l'est du Bronx - et cela est absolument vrai - il a indiqué qu'il était prêt, sans pouvoir aller jusque-là, à discuter avec le Conseil nauruan et la population des mesures propres à assurer l'autonomie du peuple nauruan dans l'île Curtis. Ce n'est pas là une attitude négative et les représentants du Conseil de gouvernement local de Nauru vont reprendre les discussions en la matière avec le Gouvernement australien en juillet. Lorsqu'une question de cet ordre fait encore l'objet de négociations constructives et amicales, on ne peut vraiment pas dire qu'il s'agit d'une attitude négative.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : J'ai sous les yeux une proposition du Conseil de Nauru. Il s'agit du document auquel je me suis référé au début. On y décrit la proposition. On la résume en disant que, en bref, le peuple nauruan demande la création d'une nation nauruane souveraine, gouvernée par les Nauruans conformément à leurs propres intérêts, mais liée à l'Australie par un traité d'amitié. Les dispositions n'ont pas encore été établies en détail; mais ont été adoptées par le peuple nauruan et doivent faire l'objet de discussions avec l'Australie. Par conséquent, nous parlons maintenant du fait que le Conseil de Nauru a demandé qu'une nation nauruane souveraine soit créée. Or les représentants de l'Australie déclarent qu'il est impossible de transférer la souveraineté sur l'île Curtis au peuple nauruan. Ils disent en même temps que l'attitude du Gouvernement australien à l'égard des propositions du Conseil de Nauru n'est pas négative. Comment concilier ces deux positions? J'aimerais que cela me fût expliqué.

M. MCCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais souligner, comme je l'ai fait à l'occasion de précédents débats de ce Conseil, mais non pas nécessairement à propos de Nauru, que la question de souveraineté ou d'indépendance en association est l'une de celles qui ont été souvent discutées dans les organes des Nations Unies et que, "en association" signifie qu'il y a au moins deux parties. Dans le cas qui nous occupe, il y a en effet



M. McCarthy (Australie)

deux parties intéressées : une qui offre une portion de son territoire souverain à l'autre, dans certaines conditions que nous croyons libérales et constructives; l'autre qui cherche à bénéficier d'une résidence dans cette région, actuellement partie du territoire souverain d'une autre nation, à savoir l'Australie. Par conséquent, il ne s'agit pas simplement des désirs d'une partie. Comme le représentant spécial l'a souligné, c'est une question qui doit faire l'objet de négociations entre les deux parties intéressées parce qu'il s'agit d'un accord bilatéral. Dans le cas particulier, cet accord concerne deux groupes de populations.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Au cas où la population de Nauru déciderait de s'installer dans une autre île, d'après les plans de l'Autorité administrante, est-ce que la population nauruane resterait propriétaire de l'île de Nauru?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Comme je comprends les désirs de la population de Nauru, si un accord acceptable de réinstallation parvient à être conclu, la population voudrait être réinstallée en tant que groupe. Elle s'attend, bien entendu, à ce que certaines personnes très âgées, retenues par des liens très forts de sentiment à l'égard de l'île de Nauru, restent dans cette île. Mais, sous cette réserve, les Nauruans voudraient que l'ensemble de la population s'installe dans un nouveau foyer parce qu'ils n'envisagent pas un partage de la population elle-même.

M. Marsh

La terre de Nauru demeurerait la propriété des Nauruans et, comme je l'ai souligné dans ma déclaration initiale, les propriétaires nauruans continueraient de recevoir des indemnités pour les terres qu'ils possédaient et qui ont été rendues stériles par l'exploitation des phosphates. Le Conseil nauruan prélèverait également, pour financer son fonctionnement, des fonds provenant des redevances accordées au titre de l'exploitation des phosphates.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le représentant de l'Autorité administrante estime-t-il juste de déclarer d'une part que le peuple nauruan peut demeurer dans l'île et d'ajouter d'autre part qu'il ne pourra pas y demeurer parce qu'il n'y restera alors que des résidus de phosphates? Il déclare aussi que si les Nauruans sont réinstallés dans une autre île, l'Australie ne pourra pas se dessaisir de sa souveraineté sur cette île. Ainsi, pour autant que je comprenne la situation, nous sommes dans un cercle vicieux. Le peuple nauruan n'a donc pas d'autre choix que de demeurer sur une île qui est exploitée, où il n'y aura plus rien, où les phosphates seront épuisés. Suivant les déclarations mêmes de l'Autorité administrante, il n'est guère possible d'envisager de vivre sur l'île que pendant 50 ans encore environ. Une telle attitude de l'Autorité administrante à l'égard du peuple de Nauru est-elle juste? Telle est la question que je voulais poser.

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je ne puis que conclure que ma précédente réponse n'a pas été interprétée correctement par le représentant de l'Union soviétique. J'ai dit ce qui suit : l'idée du Conseil nauruan - c'est-à-dire le Conseil qui représente le peuple nauruan et lui seul - était que si un nouveau foyer, acceptable pour elle, était offert à la population, celle-ci ne voudrait pas se diviser en deux groupes et préférerait se réinstaller en tant que peuple, à l'exception de ceux de leurs ressortissants qui, parvenus à un âge avancé, voudraient finir leurs jours sur le vieux Nauru. C'est là une décision qui relève exclusivement du peuple nauruan lui-même; telle est la substance de ma réponse.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Il me semble que, cette fois, l'interprétation a été exacte. J'ai fort bien compris le Représentant spécial et ce qu'il a dit à cet égard, et c'est la raison pour laquelle j'ai posé ma question, parce que, me semble-t-il, il y a une contradiction. C'est un fait que le peuple nauruan peut décider de ne pas se diviser, mais plutôt de se réinstaller sur une île nouvelle. Mais la question de la souveraineté du peuple nauruan sur sa future patrie n'est toujours pas réglée et le représentant de l'Australie ne m'a pas répondu à cette question.

M. MARSH (Représentant spécial) : Il serait plus facile pour moi de répondre au représentant de la Russie s'il voulait bien me faire savoir s'il accepterait comme raison valable que l'Australie ne puisse pas accorder la souveraineté sur l'île de Curtis pour le motif même au nom duquel l'Etat fédéral russe entend maintenir ses frontières actuelles.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je tiens à dire tout d'abord que je représente ici l'Union des Républiques socialistes soviétiques et que je ne saurais accepter le terme employé par le Représentant spécial.

En ce qui concerne sa deuxième question, elle n'a absolument aucun rapport avec celle que nous examinons. Nous parlons du Territoire sous tutelle de Nauru et les autorités australiennes prennent des mesures pour réinstaller sa population dans une autre île. C'est pourquoi le Représentant spécial doit répondre à cette question et non en poser au représentant de l'Union soviétique. Nous n'avons pas nous-mêmes de territoires sous tutelle et, si nous en avons, je suis certain qu'ils ne seraient pas dans la situation où se trouvent les territoires placés sous administration australienne.

En ce qui concerne la question de souveraineté, je dirai que dans le document que j'ai déjà cité et dans lequel les Nauruans apprécient la situation, il est souligné que la population est convaincue que ses aspirations à la souveraineté sont l'une des caractéristiques mêmes de la nation nauruane, qu'elles sont inhérentes à sa nature et que le Gouvernement nauruan doit répondre à cette exigence.

C'est ainsi qu'il est tout à fait clair que nous parlons d'un fait certain, à savoir que le Conseil local a demandé la souveraineté du peuple nauruan sur la nouvelle île; mais l'Autorité administrante ne semble guère désireuse de résoudre maintenant cette question à laquelle elle ne veut pas apporter une réponse.

M. Chakhov (URSS)

Je voudrais maintenant passer à ma question suivante. D'après les plans de l'Autorité administrante, quand le peuple de Nauru se verra-t-il conférer l'autorité législative et exécutive sur le Territoire sous tutelle?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Avant de traiter de cette question, je voudrais traiter de la question précédente. Je n'hésite nullement à répondre à la question de savoir pourquoi l'Australie ne donnera pas l'indépendance et la souveraineté aux Nauruans réinstallés sur l'île Curtis. La raison est celle-ci : l'Australie ne peut pas rompre l'intégrité territoriale du continent australien, car la sauvegarde de cette intégrité est une responsabilité qui appartient à quelque 11 millions de citoyens. L'Australie doit considérer cette responsabilité au même titre que celle qu'elle assume envers le peuple nauruan et je pense que, dans une situation semblable, la plupart des gouvernements ayant le sens des responsabilités se trouveraient dans l'obligation de se comporter de la même façon. Cependant, le Gouvernement australien a dit clairement au peuple nauruan qu'il éprouvait la plus vive sympathie pour ses aspirations à l'indépendance politique dans son nouveau foyer. Il a précisé que si une île lui convenant pouvait être trouvée, une île qui réponde aux critères qui ont précédemment été exposés devant ce Conseil, une île située à une distance telle du continent australien qu'elle ne poserait pas le problème d'une région de sécurité viable, il chercherait à s'assurer la possession de cette île pour y installer les Nauruans en pleine indépendance souveraine. Comme le représentant de l'Australie l'a dit précédemment, il y a là deux responsabilités en cause : d'une part responsabilité envers les Nauruans, d'autre part responsabilité à l'égard du peuple australien et, bien entendu, cette responsabilité s'étendrait aux Nauruans eux-mêmes s'ils se réinstallaient autre part.

Passant maintenant à la deuxième question, je dirai que ma réponse à celle-ci apparaîtra à la lumière des négociations qui se déroulent en ce moment entre les Nauruans et le Gouvernement australien. Le peuple nauruan a dit - et ses représentants l'ont réaffirmé devant ce Conseil - qu'il était de nécessité vitale pour leur survie en tant que peuple qu'ils possèdent un nouveau foyer répondant à l'accroissement naturel de sa population. Les Nauruans ont également dit qu'ils aspiraient au gouvernement autonome. Si l'une ou l'autre de ces exigences ne peut être satisfaite, des négociations pourront intervenir dont l'issue apportera la réponse à la question posée.



M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le Représentant spécial, dans sa déclaration devant le Conseil de tutelle, a dit que le Conseil local de Nauru peut dès à présent exercer son autorité sur le Territoire en adoptant des lois sans l'accord préalable de l'Administrateur. A cet égard, l'Administrateur peut-il abroger une loi ou un règlement déjà approuvé par le conseil local?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Parlant de cette question dans ma déclaration liminaire, j'ai dit que les amendements à la loi ont donné au Conseil de gouvernement local le pouvoir exécutif et le pouvoir d'élaborer des règlements. Le pouvoir exécutif qui leur a été accordé ne peut donner lieu à abrogation. Quant au deuxième pouvoir, celui d'élaborer des règlements, ses décisions peuvent être abrogées par l'Administrateur.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Comme je la comprends, cette réponse signifie que si une loi a été approuvée par le Conseil de gouvernement local, elle entre immédiatement en vigueur et l'Administrateur n'a pas le droit de l'abroger. Mon interprétation est-elle exacte? Ou bien l'Administrateur, après l'adoption d'une loi par le Conseil de gouvernement local, doit-il donner son approbation pour que cette loi ait force exécutive dans le Territoire?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : La situation est celle-ci : la loi peut être abrogée par l'Administrateur s'il exerce le droit qu'il détient. Mais je crois devoir ajouter, comme je l'ai indiqué en répondant au représentant de la France, que ni mon conseiller nauruan ni moi-même nous souvenons d'une occasion où ce pouvoir ait été utilisé. En fait, ce pouvoir a été prévu pour être employé en cas de défaut juridique dans la rédaction d'un texte de loi ou dans le cas où la loi irait à l'encontre de l'intérêt public, afin d'empêcher qu'elle ne soit mise en vigueur si, du point de vue juridique, elle comporte des lacunes.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La réponse que vient de me donner le Représentant spécial est plus claire pour moi; ainsi, je sais que l'Administrateur dispose de ce droit. Le Représentant spécial a dit qu'il n'en faisait pas toujours usage, mais c'est là une autre question. Y a-t-il une différence entre la situation précédente et les amendements apportés du point de vue du droit de l'Administrateur?



M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Il y a en effet une différence. La première, tout à fait significative, est que ce dernier amendement accorde à ce Conseil des pouvoirs exécutifs complets. En matière de gouvernement autonome, l'expérience dans le domaine des fonctions exécutives de gouvernement est aussi nécessaire que l'expérience et la compétence en matière législative. L'Administration australienne voit en effet trois directions dans lesquelles une telle expérience est requise : tout d'abord, dans le domaine exécutif; en second lieu, dans les services publics, c'est-à-dire dans la formation d'un corps de fonctionnaires composé de Nauruans et, dans ce domaine, je dois dire que nous avons accompli de grands progrès; enfin, en troisième lieu, l'expérience en matière législative. Il y a donc une différence significative, mais un fait demeure, à savoir qu'il y a en fin de compte pouvoir d'abrogation. Cette disposition est considérée comme parfaitement appropriée; il est absolument nécessaire d'accorder un tel pouvoir à l'autorité responsable du bon ordre, de la défense et de la sécurité de l'île.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : J'aimerais poser au représentant spécial ou au représentant de l'Australie la question suivante : l'Autorité administrante envisage-t-elle la nomination d'un Nauruan au poste d'Administrateur du Territoire ou de donner aux Nauruans eux-mêmes la possibilité d'élire celui qui occupera le poste le plus élevé de l'île?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le Gouvernement Australien estime que puisqu'il assume en dernière analyse, aux termes de l'Accord de tutelle, la responsabilité de l'ordre public, de la paix et du bon gouvernement de l'île, il lui appartient de désigner comme administrateur une personne qui, en tant que ressortissant Australien, est responsable envers son gouvernement. Il n'y a pas d'autres rapports que celui-là à l'égard de la question de responsabilité. En fait, si un accord en vue de la réinstallation des Nauruans sur l'île Curtis doit être conclu avec les Nauruans acceptant la citoyenneté australienne, il ne serait aucunement impossible qu'un Nauruan soit alors nommé Administrateur de l'île.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : A la page 15 du rapport de l'Autorité administrante pour l'année 1962-63, on nous dit que le Conseil de gouvernement local de Nauru et l'Autorité administrante ont décidé qu'il n'était pas nécessaire de créer une commission de services publics et que les fonctions de cette commission seront remplies avec succès par le seul commissaire. Pense-t-on à nommer à ce poste un Nauruan ou un Australien? C'est une question du même ordre que la précédente.

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Cette question a fait l'objet de discussions entre le Conseil de gouvernement local de Nauru et l'Administrateur; en ce moment, l'initiative appartient au Conseil. Ce dernier a confirmé des suggestions antérieures selon lesquelles un organe consultatif de trois membres pourrait être créé, et comprenant deux Nauruans, l'un d'entre eux étant le fonctionnaire à la tête des services publics, le second étant désigné par le Conseil de gouvernement local de Nauru, le troisième étant nommé par l'Administrateur pour étudier les questions devant faire l'objet d'une décision de la part du Commissaire, et faire des recommandations en la matière à l'Administrateur. Il semble à mon gouvernement qu'il serait bon de laisser cette situation évoluer à la lumière de l'expérience de ces arrangements.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je ne comprends encore pas. A quel résultat a-t-on abouti au cours des négociations sur ce point particulier? Le Commissaire sera-t-il nauruan ou australien?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Aux termes de l'ordonnance des services publics, le Commissaire est l'Administrateur. Ma réponse traitait des arrangements acceptables pour ce Conseil en ce qui concerne les avis à donner au Commissaire dans l'exercice de ses fonctions statutaires.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : On n'a pas répondu à ma question. Je voudrais recevoir une réponse directe à la question que j'ai posée. Le représentant spécial parle d'un accord et d'arrangements qui auraient été pris à la suite des négociations, mais il n'a pas répondu directement à la question que je lui ai posée. Peut-on supposer,

M. Chakhov (URSS)

par exemple, que le Conseil nommera un Nauruan qui sera chargé d'établir la politique en matière de fonction publique. Ou alors, la direction de cette administration sera-t-elle encore entre les mains d'un Australien?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Comme je l'ai déjà déclaré, conformément aux arrangements actuellement en vigueur, le poste de commissaire de la fonction publique est occupé par l'Administrateur, à l'heure actuelle. Mais j'ai ajouté que le Conseil de gouvernement local de Nauru représentant le peuple nauruan, avait fait connaître son accord en ce qui concerne un projet de comité à trois chargé de conseiller le Commissaire dans l'exercice de ses fonctions statutaires. Ce Comité tripartite se composera du Nauruan qui est à la tête des services publics de Nauru et d'une personne nommée par le Conseil de gouvernement local nauruan.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : S'agira-t-il d'un organe consultatif ou d'un organe du Conseil qui sera utilisé par l'Administrateur en sa qualité de commissaire?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : La fonction publique de Nauru n'est pas un instrument du Conseil de gouvernement local nauruan mais un instrument de l'administration de Nauru.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Pourquoi créer alors une commission de cette nature? Le Représentant spécial peut-il me l'expliquer?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : L'idée de la création d'un commissaire de la fonction publique est exactement la même à Nauru que dans les autres pays possédant des services publics. Par exemple, les pouvoirs du Commissaire de la fonction publique consistent, puisqu'il s'agit évidemment de les confier à quelqu'un dans un service de cette nature, à créer, à supprimer et à classer les postes, à faire des nominations, à fixer ou à annuler des emplois provisoires, à établir les salaires, à déterminer les conditions d'avancement ou de renvoi des fonctionnaires. Ce sont là les fonctions les plus

importantes qui, aux termes de l'ordonnance, sont confiées au Ministre et non pas à l'Administrateur, comme je l'ai indiqué par erreur. Le Commissaire est chargé de la désignation de postes temporaires, du transfert ou de la promotion des fonctionnaires, de l'engagement ou du renvoi des employés temporaires, de l'approbation ou du refus des augmentations, de l'octroi de vacances ou de congés de maladie, de la décision de la retraite de fonctionnaires au-dessus d'un certain âge, de l'imposition de mesures disciplinaires et, dans une certaine mesure, de l'infliction de sanctions à des fonctionnaires d'un certain statut. La prévision de pouvoirs de cette nature est nécessaire à la bonne administration de toute fonction publique. Dans le cas actuel, l'Administrateur et le Conseil sont arrivés à la conclusion que l'exercice des pouvoirs détenus par l'Administrateur pourrait se faire de la manière la plus efficace en suivant les conseils du Comité des trois auquel je me suis référé et qui comprend au moins deux membres nauruans.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Après la longue explication que j'ai reçue, je vois la situation un peu plus clairement. Le Comité mentionné par le Représentant spécial n'aura aucun droit, en fait. Tous les pouvoirs ayant trait aux nominations, aux suppressions de postes, à l'établissement des salaires, à l'octroi des retraites, etc., ainsi qu'aux promotions de ces fonctionnaires appartiendront toujours à l'Administrateur qui, si j'ai bien compris, jouera le rôle de commissaire. Mais le Comité qui sera nommé n'aura aucun droit.

Je voudrais maintenant passer à la question suivante. A la page 13 du rapport de l'Autorité administrante, on décrit la force de police du Territoire sous tutelle qui, conformément à ce rapport, est dirigée par un Australien. L'Autorité administrante a-t-elle l'intention de remplacer le directeur Australien par un Nauruan? Le Conseil de gouvernement local de Nauru a-t-il le droit de procéder à un tel remplacement?



M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Comme je l'ai déjà dit en répondant à d'autres questions, la politique du Gouvernement australien consiste en ceci : au fur et à mesure que les Nauruans acquerront les qualifications et l'expérience nécessaires, ils seront désignés pour occuper des postes dans l'administration. J'ai indiqué qu'à l'heure actuelle, il y a plus de 500 postes dont 40 seulement sont occupés par des non-Nauruans, et qu'il existe bon nombre de Nauruans actuellement en cours de formation qui, nous l'espérons, obtiendront les qualifications nécessaires pour occuper les postes en question.

La raison pour laquelle le Directeur de la police n'est pas un Nauruan, est simplement qu'il n'y a pas encore de Nauruans possédant les qualifications et l'expérience nécessaires. Lorsqu'on procédera à cette nomination, cela se fera aux termes des règlements de la fonction publique de Nauru.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le Conseil de gouvernement local de Nauru est responsable du maintien de la paix, de l'ordre public et du bon gouvernement chez les Nauruans. Si le Conseil n'a pas le droit dont nous venons de parler, comment peut-il s'acquitter de ses fonctions de maintien de la paix et de l'ordre public?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Conformément à l'Accord de tutelle, la responsabilité, en dernière analyse, pour le maintien de la paix, de l'ordre public et du bon gouvernement de Nauru, appartient à l'Administrateur. Je pourrais dire que, à l'exception du Directeur, tous les membres de la force de police sont Nauruans.

Je voudrais aussi attirer l'attention du Conseil sur le fait qu'à Nauru, il y a une population totale qui dépasse considérablement les 2 700 Nauruans, et que la responsabilité quant à la paix et au bon ordre ne s'attache pas seulement à une communauté, mais concerne l'ensemble de la population du Territoire sous tutelle.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Pour quelle raison l'autorité du Conseil de gouvernement local de Nauru ne s'étend-elle qu'aux Nauruans? Cela signifie-t-il que les Australiens qui servent dans le cadre de l'Administration ou de la Compagnie britannique des phosphates jouissent de privilèges d'immunité extra-territoriale?



M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Si j'ai bien compris sa question, le représentant soviétique voudrait savoir si quelqu'un, à Nauru, jouit de droits extra-territoriaux. La réponse est que personne, dans le Territoire, n'échappe à la législation de Nauru.

Je voudrais ajouter aussi que dans ma réponse précédente, à propos de la Force de police, j'ai omis de dire que le Conseil lui-même nomme des agents de police pour le maintien de l'ordre dans les différentes communautés du Territoire, indépendamment de la Force de police nauruane.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Si je comprends bien, l'autorité du Conseil de Nauru ne s'étend qu'aux Nauruans. Ai-je compris, ou bien les pouvoirs du Conseil de gouvernement local s'étendent-ils aussi aux employés des compagnies de phosphates et aux fonctionnaires de l'Administration?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Les lois de Nauru sont constituées par les ordonnances de l'Administrateur. Le Conseil de gouvernement local gère les affaires de la communauté nauruane, et c'est pourquoi il a le pouvoir d'établir des règles et des statuts. Toute la population de Nauru est sujette à la législation en vigueur dans l'île. Personne ne peut enfreindre les règlements établis par le Conseil; ces derniers doivent être respectés par tous les habitants du Territoire, y compris les Australiens. Ces règlements ont pour but d'améliorer la gestion des affaires purement nauruanes.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Ces ordonnances s'appliquent-elles également aux représentants de la Compagnie britannique des phosphates?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Les représentants de la Compagnie britannique des phosphates sont tenus d'obéir, comme tout le monde, aux lois de Nauru.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La déclaration du Représentant spécial, à la séance du Conseil de tutelle du 3 juin 1964, comprenait l'observation suivante :

"Une étape a été franchie en ce qui concerne le développement des services publics de Nauru, grâce à laquelle tous les postes qui peuvent être occupés actuellement par des autochtones, le sont effectivement. Les 40 postes occupés par des Australiens ont un caractère extrêmement spécialisé."  
(1232ème séance, p. 68)

L'Autorité administrante a-t-elle étudié la possibilité de promouvoir des Nauruans à ces postes afin que les Australiens qui occupent ces fonctions à l'heure actuelle, puissent, après un certain temps nécessaire, être remplacés par les Nauruans qui sont devenus des experts dans tous ces domaines spécialisés?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais renvoyer le représentant de l'Union soviétique à la réponse que j'ai faite au représentant de la France, et au cours de laquelle j'ai donné une liste de tous ces postes en indiquant qu'ils avaient été publiés à Nauru pour permettre aux Nauruans de présenter leurs candidatures. Plusieurs candidats se sont présentés; leurs candidatures ont été examinées, et chaque fois qu'un Nauruan possédait les qualifications nécessaires, il a été nommé. Au cours de ma déclaration, j'ai également indiqué que certaines possibilités de formation avaient été prévues en fait pour permettre aux Nauruans d'acquérir de l'expérience pour occuper ces postes particuliers.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je ne sais pas comment on a traduit ma question, mais j'ai l'impression que le représentant spécial n'y a pas répondu. Je voudrais donc que l'on réponde, sinon à toute ma question, au moins à la dernière partie. La déclaration du représentant spécial, à laquelle je me suis référé, dit que les postes occupés actuellement par les Australiens ont un caractère extrêmement spécialisé. Voici quelle est ma question : l'Autorité administrante a-t-elle étudié la possibilité de promouvoir des Nauruans à ces postes spécialisés afin que les Australiens qui occupent ces postes à l'heure actuelle puissent, après un laps de temps suffisant, devenir eux-mêmes des experts dans ces domaines très spécialisés? Dans ce cas, les Nauruans pourraient occuper les postes actuellement détenus par les Australiens, ceux-ci deviendraient des experts et aideraient les Nauruans à s'acquitter de leurs responsabilités.

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Ceci ne serait pas pratique. Par exemple, l'un des postes en question est celui de fonctionnaire de la santé publique. Il n'existe aucun Nauruan possédant les qualifications médicales indispensables, et nommer simplement un Nauruan pour occuper un poste en mettant à côté de lui un médecin qui agirait en qualité de conseiller et d'expert serait une chose impossible. D'ailleurs, la population nauruane ne voudrait pas de cet arrangement. La question de savoir si un candidat possède les qualités requises et peut rendre à la population nauruane le genre de services que celle-ci exige, relève, en partie tout au moins, de la responsabilité du chef nauruan de la fonction publique. Il en est de même dans le cas des instituteurs. Sur les quarante postes en question, vingt-six étaient des postes d'enseignants. Tous les Nauruans qui ont subi une formation de professeur ou qui sont capables d'enseigner sont employés à cette tâche. Après que tous ceux-là ont été employés, il est nécessaire de recruter des professeurs à l'extérieur; mais demander qu'un Nauruan enseigne avec, à ses côtés, un expatrié agissant en tant qu'expert conseiller me semble tout à fait impraticable.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je vois que le représentant spécial a choisi un exemple très facile des qualités requises, lorsqu'il a répondu à ma question. Il a parlé d'un médecin. Il est bien évident que l'on ne devient pas médecin en un jour; mais il ne s'agit pas seulement de médecins. Je pourrais par exemple mentionner le poste de commissaire de police. Ne pourrait-on pas, dans ce domaine, nommer à ce poste supérieur un Nauruan qui remplacerait l'Australien lequel, à ce moment-là, deviendrait un expert?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : On a parlé suffisamment du désir du Gouvernement australien de confier à des Nauruans les postes de l'administration. Je crois que l'on pourrait faire confiance au Conseil pour veiller à ce que, chaque fois que l'occasion se présentera de donner une promotion à un Nauruan sans que les services rendus à la communauté en souffrent, cette occasion soit saisie.

En ce qui concerne la police, la formation des forces de police se fait grâce à un système de promotions. En fait, à côté du commissaire, il y a un inspecteur nauruan et, à ma connaissance, on a estimé que ce dernier n'a pas l'expérience et les qualifications nécessaires pour occuper le poste de directeur.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : D'après le document présenté à la 133ème session du Conseil de tutelle au sujet de la situation dans le territoire sous tutelle de Nauru, l'administrateur actuel a le droit de déplacer tous les juges, dans toutes les instances du territoire, pour des raisons de mauvaise conduite ou d'incompétence. Quand l'Autorité administrante a-t-elle l'intention de supprimer ce droit de l'administrateur et de le transférer au Conseil de gouvernement local de Nauru, ou à la population nauruane, par voie d'élections?



M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : A Nauru, la grande majorité des cas sont étudiés et jugés par des magistrats nauruans. La seule nomination extérieure au territoire, dans le domaine judiciaire, est celle de juge à la Cour suprême. Cette situation exige une compétence et une expérience judiciaires considérables et, tant que le Gouvernement australien sera responsable de la paix, de l'ordre et du bon gouvernement du territoire, il devra assumer la responsabilité de fournir au territoire un service judiciaire approprié.

M. MCCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Pour préciser ce que vient de dire le représentant spécial, je crois devoir expliquer à l'intention du représentant de l'Union soviétique que la phrase à laquelle il se réfère est une phrase passe-partout de la pratique judiciaire australienne. Ni dans le régime judiciaire australien ni dans le régime britannique en général, les juges ne sont élus par le Parlement, par le Conseil ou autres. Ils sont nommés et pour des raisons qui nous semblent très bonnes. Ils sont nommés afin d'être à l'abri des hasards et des surprises d'une élection à un poste qui les place dans une situation individuelle différente de celle de tout autre membre de la communauté. Ils ne sont pas sujets à élection sous quelque forme que ce soit, dans aucune partie de l'Australie.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je crois avoir compris la question. Mais à la page 17 du rapport, l'Autorité administrante dit :

"Le juge peut être démis de ses fonctions par l'Administrateur pour des raisons de mauvaise conduite ou d'incompétence."

C'est l'Administrateur qui jouit de ce droit. Ma question est la suivante : Quand l'Autorité administrante a-t-elle l'intention de modifier cette procédure et de permettre au Conseil de gouvernement local de nommer les juges? L'Autorité administrante a-t-elle ou non un plan à cet égard?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Il n'y a pas de plan de ce genre. Les Nauruans sont parfaitement satisfaits de la façon dont fonctionne le système judiciaire.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : J'ai bien compris maintenant. Quelles que soient mes questions, on me donne toujours la même réponse : Les Nauruans n'ont aucun pouvoir; tous les postes supérieurs doivent être occupés par des Australiens. J'ai demandé comment il était possible que les Nauruans n'occupent pas de postes supérieurs; on m'a répondu en me parlant d'un médecin. Evidemment on ne saute pas d'un cordonnier à un médecin, mais il y a d'autres postes entre les deux. On nous répond toujours que l'Australie a la responsabilité du maintien de l'ordre et de l'Administration en général et qu'il n'y a donc pas possibilité de transférer les postes en question aux Nauruans.

Je voudrais poser la question suivante...

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Avant que cette question ne soit posée, je donne la parole au représentant de l'Australie.

M. MCCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais corriger cette erreur permanente que commet le représentant soviétique en prétendant que tous les postes supérieurs de l'île sont occupés par des Australiens. Il n'est pas exact de dire que tous les postes sont occupés exclusivement par des Australiens. Par exemple, le plus haut poste de la fonction publique dans l'île est occupé par un Nauruan. Ce n'est là qu'un exemple. Sur les quelque 500 postes de la fonction publique nauruane, environ 40 seulement - comme l'a signalé le représentant spécial - sont occupés par des Australiens et 26 d'entre eux sont des postes d'instituteurs.

Je voudrais indiquer aussi, comme je l'ai déjà fait antérieurement au Conseil, que l'Australie n'a aucun désir spécial de maintenir des Australiens dans les postes clés de la fonction publique de Nauru. En fait, la politique du gouvernement est exactement à l'opposé : elle tend à mettre des Nauruans dans tous les postes supérieurs de l'île, le plus rapidement possible. Un programme très complet de formation tend vers ce but. L'Australie n'a aucune raison, comme je l'ai déjà souligné, de considérer que Nauru, ou aucune autre région, doit absorber une partie quelconque de sa population travailleuse. Elle peut absorber, et au-delà, toute sa population apte au travail; elle n'a pas besoin de se tourner vers Nauru ni vers aucun autre territoire pour y chercher des situations pour les Australiens; ceux-ci peuvent en avoir d'aussi bonnes sinon de meilleures en Australie même.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : A en juger par ce que nous pouvons observer dans les réunions du Conseil de tutelle, je ne sais pas quelles sont les intentions de l'Autorité administrante, mais à toutes les questions posées par la délégation soviétique touchant la possibilité de faire occuper des postes élevés de l'Administration par des Nauruans, nous avons reçu une réponse négative.

Le Conseil de tutelle a demandé que les Nauruans obtiennent des pouvoirs plus étendus en ce qui concerne l'exploitation des gisements de phosphate de Nauru. Le représentant spécial pourrait-il nous dire pourquoi les British Phosphate Commissioners ont refusé d'inclure un représentant professionnel nauruan, à titre de conseiller, dans la délégation chargée de mener les pourparlers avec l'Australie? Quelle est l'attitude de l'Autorité administrante à cet égard?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Les discussions auxquelles se réfère le représentant de l'Union soviétique ont été les premières engagées à la suite des propositions faites au Conseil de tutelle demandant que des consultations régulières aient lieu entre les Nauruans et les British Phosphate Commissioners. Ces premières discussions, aux termes de l'accord, ont été fixées à novembre 1963. Il était entendu qu'il s'agirait de discussions autour d'une table ronde, auxquelles les intéressés participeraient pour exposer franchement et totalement leur point de vue, de façon à aboutir à une compréhension complète à propos de tous les principes en question, afin de mettre sur pied une solution acceptable de ces problèmes. L'introduction de conseillers ou d'experts indépendants comme tierce partie était contraire à l'esprit même de la proposition, acceptée par l'Australie lors d'une conférence régulière de la table ronde. Pour cette raison, et parce que ceci conduisait à l'introduction d'une tierce partie, l'accord n'a pu se faire sur l'admission d'un conseiller de l'extérieur. Cela ne signifiait pas que les Nauruans ne pouvaient pas être conseillés lorsqu'ils le désireraient et où ils le désireraient; cela signifiait que les discussions devaient se dérouler entre les principaux intéressés.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : A ce propos, le Représentant spécial pourrait-il me dire pourquoi le Conseil a dû inclure un conseiller professionnel dans la délégation?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Cette demande a été due probablement au fait que le Conseil a estimé nécessaire d'avoir l'avis autorisé d'un expert comptable. Celui-ci a été mis et est toujours à la disposition du Conseil.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le Conseil a demandé un conseiller juridique mais cela lui a été refusé, sans doute parce que le représentant des British Phosphate Commissioners était beaucoup plus compétent dans le domaine de la casuistique et de la législation que le Conseil lui-même et, afin de placer le Conseil dans une situation d'infériorité, on a décidé de lui refuser le bénéfice des services d'un conseiller spécialiste dans ce domaine; on voulait ainsi priver la délégation nauruane de la possibilité de défendre professionnellement les intérêts du peuple nauruan. C'est ainsi que j'entends la chose.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je crois comprendre que le représentant de l'Union soviétique vient de faire une déclaration.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : J'ai posé une question et j'attends la réponse. Cette question était la suivante : Pourquoi le Conseil a-t-il demandé d'inclure un conseiller professionnel dans sa délégation?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : J'ai déjà répondu à cette question. Le représentant de l'Union soviétique a prétendu que ce que l'on voulait, c'était un conseiller juridique. J'ai exprimé l'avis que le Conseil désirait un expert comptable.

Mais j'ai répondu à la question de mon mieux. Le seul point que je voudrais souligner, c'est que le Conseil est et a toujours été libre de prendre les avis qu'il lui plaît, où il le désire.



M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques)

(interprétation du russe) : Dans sa déclaration du 7 mai 1964, le représentant de l'Australie a déclaré au Comité spécial (document A/AC.109/PV.253, page 27) qu'en application des recommandations des Nations Unies, un tribunal compétent devrait être établi à Nauru pour s'occuper particulièrement de la question des salaires. Je voudrais savoir qui fait partie de ce tribunal, savoir s'il prend des décisions ou s'il fait des recommandations et, dans l'affirmative, les décisions qu'il prend ont-elles un caractère d'obligation?

M. MCCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je répondrai personnellement à cette question puisqu'il s'agit d'une déclaration que j'ai faite et à laquelle se réfère le représentant de l'Union soviétique. Le tribunal comprenait, si je m'en souviens bien, un fonctionnaire hautement qualifié pour ce qui concerne le domaine industriel, désigné par les départements du travail et de la défense nationale. Ce tribunal a été créé pour prendre connaissance des cas intéressant les travailleurs nauruans, cas primitivement préparés par l'Association. Les membres du tribunal, assistés du personnel nécessaire, se sont rendus dans l'île pour y entendre le point de vue de l'Association des travailleurs de Nauru en ce qui concerne la définition des salaires de base. A la suite des travaux de ce tribunal, un accroissement de salaire a été enregistré et des mesures ont été prises en ce qui concerne les avantages accordés outre le salaire de base. Le tribunal a fait des recommandations dont le résultat a entraîné une augmentation des salaires qui est devenue chose courante à Nauru.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques)

(interprétation du russe) : Je vais passer maintenant à un autre ordre de questions. Le niveau de l'enseignement à Nauru est-il le même que celui existant en Australie, ou bien y a-t-il là-bas un retard du même ordre que celui qui a été relevé dans les îles du Pacifique? Pour quelle raison les enfants australiens doivent-ils se rendre en Australie pour y recevoir un enseignement secondaire?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Le niveau de l'enseignement dans les écoles de Nauru est conforme à celui des écoles victoriennes en Australie. Les cours y sont semblables. Il y a une école secondaire à Nauru et elle est ouverte à tous les enfants, quelle que soit leur race. Les élèves qui passent certains examens spéciaux peuvent obtenir des bourses afin de se rendre en Australie. On doit noter, entre autres choses, que tout enfant nauruan qui est admis à l'examen de sortie de l'école à l'âge de 17 ans, a le droit de se rendre en Australie avec une bourse pour y recevoir une instruction secondaire. Ceci est considéré par les Nauruans comme une mesure appréciable dont ils profitent avec plaisir. Cela signifie notamment que leurs enfants peuvent être instruits dans des écoles où ils peuvent avoir de meilleures possibilités d'acquérir une bonne connaissance de l'anglais, plus facilement assimilé en vivant au sein d'une communauté de langue anglaise.

M. CHAIKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques)

(interprétation du russe) : Je n'ai toujours par reçu de réponse à ma question. Le Représentant spécial nous a décrit la procédure concernant l'entrée dans les écoles, en particulier dans les écoles australiennes; mais ma question est différente, je veux parler spécialement du Territoire sous tutelle des îles du Pacifique. La Mission de visite qui s'est rendue là-bas a souligné le fait suivant : Le niveau ordinaire des écoles des îles du Pacifique est en retard de deux ou trois ans par rapport à celui des écoles de la métropole. Ma question est donc la suivante : Le niveau de l'enseignement dans les écoles de Nauru est-il le même que celui qui existe dans les écoles en Australie, ou y a-t-il un retard de l'ordre que celui que l'on observe dans le Territoire des îles du Pacifique? Le Représentant spécial nous dit que l'on suit le programme victorien dans les écoles de Nauru, mais ceci ne constitue pas une réponse à ma question.

M. MCCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) :

Ce qu'a dit le Représentant spécial répond bien à la question, mais en se plaçant du point de vue australien. Ce qu'il a voulu dire, c'est qu'étant donné que l'enseignement en Australie est libre, laïque et obligatoire et qu'il est dirigé dans tous les Etats australiens par l'Etat lui-même, d'après sa propre législation, les niveaux de l'enseignement dans les Etats australiens sont à peu près les mêmes, bien que

M. McCarthy (Australie)

les détails des programmes diffèrent légèrement. Le représentant spécial a pris l'exemple de l'Etat de Victoria, mais il aurait pu aussi bien prendre celui de l'Etat de la Nouvelle-Galles du Sud, de l'Etat de Queensland ou de tout autre Etat. Il a simplement voulu dire que le programme d'études à Nauru est basé sur le système utilisé dans l'Etat de Victoria. Il n'y a actuellement aucun retard appréciable qui puisse être comparé avec celui auquel fait allusion le représentant de l'Union soviétique.

Après la guerre, il y a eu une période au cours de laquelle, en raison des pertes subies par la population pendant la guerre - ce qui n'était pas de la faute de l'Autorité administrante - il y a eu un retard dans les différents groupes, si bien qu'un enfant nauruan a été en effet en retard quelquefois de 3, 4 ou 5 ans, par rapport à un enfant du même âge en Australie. A l'heure actuelle, l'enfant nauruan, jouissant du même enseignement que celui qui est dispensé en Australie est généralement, pour un âge correspondant, à un niveau identique à celui de l'enfant australien. Il n'y a plus de retard.

M. MARSH (Représentant spécial) : Pour être parfaitement clair, je voudrais faire connaître au Comité que, pour ma part, j'ai eu de nombreuses années d'expérience en matière d'enseignement. J'ai fait partie du corps enseignant et au cours de ma récente visite à Nauru, j'ai visité les écoles pour essayer de me rendre compte de la situation quant à la question soulevée par le représentant de l'Union soviétique. J'ai examiné de très près les classes de troisième année, et je puis dire de façon catégorique que le niveau de l'enseignement dans ces classes à Nauru, âge pour âge, est comparable à celui que l'on peut trouver dans une école d'une ville moyenne en Australie.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : L'explication qui vient d'être donnée n'est pas très convaincante et je vais vous expliquer pourquoi. D'après le rapport de l'Autorité administrante, dix-neuf seulement sur les quarante cinq instituteurs en exercice ont reçu une formation leur permettant d'atteindre un niveau similaire à celui des instituteurs enseignant dans les écoles australiennes. En second lieu, il faut noter que les Nauruans sont particulièrement inquiets de la différence de niveau de l'instruction dans leurs écoles, comparativement aux écoles australiennes du continent. Les Nauruans ont donc demandé que les heures scolaires soient prolongées dans leur pays, afin que cette lacune puisse être comblée.

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Pourrais-je avoir la référence du document auquel le représentant de l'Union soviétique a fait allusion?

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Peut-être vais-je passer à la question suivante et je reviendrai ensuite sur le point précédent; entre temps, j'aurai trouvé la référence exacte demandée.

En page 40 du rapport de l'Autorité administrante (texte anglais), nous lisons que des affiches figurent sur les murs des classes, affiches décrivant les activités des Nations Unies. Le représentant de l'Autorité administrante pourrait-il nous dire s'il en est ainsi dans les écoles secondaires de Nauru et si certaines de ces affiches comportent le texte de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux?

M. MCCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je ne sais pas exactement ce qu'il en est, mais je me renseignerai auprès de M. Bernicke pour savoir si de telles affiches existent actuellement dans les écoles; mais je puis assurer le représentant de l'Union soviétique que les termes de la résolution 1514 (XV) sont bien connus dans l'île de Nauru. Les Nauruans suivent, en effet, de très près tout ce qui se passe aux Nations Unies et qui pourrait les intéresser, en particulier tout ce qui touche à cette Déclaration.



N. McCarthy (Australie)

Des copies de ce document ont été envoyées dans l'île et il faut tenir compte que ce n'est pas un Territoire très vaste. En réponse à une question personnelle que je lui avais posée lors de son arrivée, M. Barniche m'a affirmé que la diffusion de la résolution 1514 (XV) avait été largement assurée et que tous les Nauruans avaient pu prendre connaissance de ce texte.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : En page 43 du rapport de l'Autorité administrante, on indique le nombre des enfants qui ont passé des examens dans des institutions australiennes. Je voudrais savoir de quels enfants il s'agit : enfants australiens ou enfants nauruans?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : S'il s'agit de bénéficiaires de bourses, ce sont, bien entendu, des enfants nauruans dont il est question.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Dans le rapport du Secrétaire général, figurant au document T/1622, il est indiqué que depuis le début du programme d'octroi des bourses des Nations Unies à l'intention des Territoires sous tutelle, aucun habitant de Nauru n'a bénéficié d'une bourse octroyée dans le cadre de ce programme par d'autres pays. Ma question est donc celle-ci : l'Autorité administrante a-t-elle l'intention de s'en tenir à sa vieille politique en ce qui concerne cette question, c'est-à-dire qu'elle seule décide si un habitant du Territoire sous tutelle - dans le cas présent, Nauru - peut ou non recevoir une bourse pour poursuivre des études dans des institutions supérieures dans d'autres pays, bourses qui sont offertes dans le cadre du programme des Nations Unies.

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : La politique du Gouvernement australien est que tout Nauruan qui possède les capacités voulues pour poursuivre des études supérieures, doit bénéficier des moyens lui permettant de le faire. L'Australie dispose de larges possibilités dans le domaine de l'enseignement et il n'est donc pas nécessaire de faire appel à des bourses ou à tout autre forme d'assistance pour les Nauruans qui peuvent disposer de tout cela sans autre aide extérieure. Dans ces conditions, aucune demande n'a été faite dans le cadre du programme en question.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Quelle est la quantité d'eau utilisée par jour pour satisfaire les besoins des Nauruans et ceux des Australiens?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :  
Je ne peux donner un chiffre précis sur les quantités; mais ce que je puis dire, c'est que les quantités d'eau nécessaires sont fournies. Je voudrais attirer l'attention sur le fait qu'alors qu'il y avait une limite fixée à 55 000 gallons d'eau par semaine pour la consommation nauruane, à la suite d'un accord entre le Conseil et le Commissaire, cette quantité a été élevée à 100 000 gallons par semaine.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Peut-être devrais-je préciser un peu ma question : La quantité d'eau est-elle limitée ou non en ce qui concerne les Australiens?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :  
Sous réserve des économies qui s'imposent lorsque l'eau doit être transportée sur des distances de plusieurs milliers de milles à travers l'océan, il n'y a aucune limitation, aucune faveur spéciale.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je dois avouer franchement que je n'ai pas très bien compris cette réponse. Qu'est-ce que cela veut dire qu'il n'y a aucune limitation? Cela signifie-t-il que les quantités d'eau peuvent satisfaire à tous les besoins des habitants autochtones ou australiens, ou bien y-a-t-il une différence? Cela signifie-t-il qu'il n'y a pas de limites quant aux besoins en eau des Australiens, alors qu'il y aurait des limites en ce qui concerne les Nauruans, ou non?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : La limitation dont j'ai parlé est une simple limitation dictée par le bon sens. Dans une île éloignée et isolée, où il faut maintenir une réserve d'eau, chacun doit observer des règles raisonnables d'économie. Par exemple, il ne faudrait pas laisser couler des heures et des jours un tuyau d'arrosage; ce serait absurde. Mais ce que j'ai voulu indiquer, c'est que la quantité d'eau dont le Conseil nauruan a demandé à pouvoir disposer - quantité que j'estime moi-même raisonnable - est limitée à 100 000 gallons par semaine. Ceci ne signifie pas que 100 000 gallons seront utilisés toutes les semaines. En fait, il y a de nombreuses semaines durant lesquelles les chutes de pluie sont suffisantes à Nauru. Mais le Conseil estime que, dans les périodes de grande pénurie d'eau, la population devrait pouvoir disposer de quantités d'eau allant jusqu'à 100 000 gallons par semaine. Ce chiffre a été approuvé par les British Phosphate Commissioners. Naturellement, le Gouvernement a mis gratuitement cette quantité d'eau à la disposition du Conseil nauruan.

M. MCCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je croyais avoir expliqué que l'eau, à Nauru, est fournie pour la plus grande partie par des sources locales, sauf en temps de sécheresse prolongée, ce qui ne s'est pas produit à une période récente. Mais, en temps de grande sécheresse, lorsqu'il faut importer de l'eau dans l'île non seulement pour satisfaire les besoins en eau de la population nauruane, mais également ceux de tous les habitants de l'île, des limites sont imposées à tout le monde dans l'île, Australiens et Nauruans, en ce qui concerne l'utilisation de l'eau.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Il n'a pas encore été répondu à ma question. On a dit que chacun doit faire preuve d'esprit d'économie; on a dit qu'une personne ne doit pas dépenser de l'eau à tort et à travers. Mais cela ressort simplement du bon sens et s'applique à tous les pays. Ma question était différente. Nous avons entendu que le Conseil nauruan a demandé que 100 000 gallons d'eau par semaine lui soient réservés et que cela lui avait été accordé. Je ne sais pas si cette quantité d'eau est suffisante ou non; elle est peut-être suffisante; je ne le

M. Chalkov (URSS)

discute pas. Je désirais seulement poser une question concrète. Une limite de 100 000 gallons d'eau a été fixée pour les Nauruans; je voudrais savoir simplement si la même limite a été fixée pour les Australiens.

Depuis dix minutes, nous discutons sur ce sujet et je n'ai pas encore pu obtenir une réponse. Devons-nous en conclure qu'il existe une limite pour les Nauruans et qu'il n'en existe pas pour les Australiens et les employés de la Compagnie des phosphates? C'est du moins ce que j'ai compris. Est-ce exact?

M. McCARTER (Australie) (interprétation de l'anglais) : C'est exactement le contraire de ce que j'ai dit. Je répéterai donc ce que j'ai dit, afin que le représentant de l'Union soviétique comprenne mieux. Je répète que, dans les moments de pénurie d'eau, quand il est nécessaire d'imposer des limitations dans la fourniture de l'eau dans l'île, ces limitations s'appliquent à tout le monde à Nauru, à tout le monde.

M. CHAKIOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Il est inutile, je crois, de poursuivre la discussion sur cette question. Mais je pourrais poser une question. Est-ce que cette limite s'applique aux Australiens ou aux Nauruans dans la même mesure?

On nous a dit que, à Nauru, l'approvisionnement en eau soulevait un problème très important. Lorsqu'il manque de l'eau, est-ce que l'on restreint la fourniture dans la même mesure pour les Nauruans, pour les employés des British Phosphate Commissioners ou pour les Australiens? Est-ce qu'on dit : personne n'aura le droit de dépenser plus d'une telle quantité d'eau en temps de sécheresse? Cette question me paraît tellement simple qu'il doit être très facile d'y répondre. En fait, on s'efforce de répondre à d'autres questions, et non pas à celle que je pose.

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Il est impossible de déterminer exactement la quantité d'eau que devrait utiliser chaque individu, qu'il s'agisse d'un Nauruan ou qu'il s'agisse d'un Australien pris individuellement. Le Conseil de gouvernement local de Nauru exerce la responsabilité en ce qui concerne la distribution d'eau à la communauté nauruane; en temps de disette il peut disposer de la quantité d'eau que j'ai indiquée. Mais, quant à la quantité d'eau utilisée par chaque individu, il est impossible de la



M. Marsh

déterminer. Ce que les Australiens pourront utiliser sera déterminé par les mêmes règles de prudence nécessaire. Ma réponse ne doit pas être considérée comme une tentative de ne pas répondre à la question du représentant de l'Union soviétique. Il est impossible de dire quelle est la quantité d'eau utilisée par chaque individu, quel qu'il soit.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La réponse du représentant de l'Australie est étrange. La question n'est pas de savoir combien chaque habitant utilise de gallons d'eau. Mais permettez-moi de donner un exemple. Supposons qu'une limite de 12 verres d'eau est assignée à chacun de nous. En temps de sécheresse, le nombre de verres d'eau pourra être réduit à 10, pour moi comme pour mon voisin.

Ma question est donc très simple : le représentant de l'Australie pourrait-il me dire si, en temps de sécheresse, les mêmes limites s'appliquent dans la même mesure aux Australiens et aux Nauruans? Est-ce que, en ce qui concerne l'approvisionnement en eau, la situation est la même pour les Nauruans et pour les Australiens? Pourquoi ne me répond-on pas à une question si simple? On parle de la nécessité d'économiser l'eau. En réalité, je m'aperçois que la situation n'est pas du tout comme vous voulez nous la représenter. Après bien des années, vous êtes venu cette année au Conseil de tutelle en disant que la situation avait changé; mais quand nous posons une question pourtant simple, vous ne voulez pas y répondre. Y a-t-il une limite pour les Australiens ou n'y en a-t-il pas? Je voudrais le savoir. Des limites sont-elles imposées seulement aux Nauruans?

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : J'ai déjà répondu à cette question : une limitation est imposée à tout le monde dans l'île en temps de pénurie d'eau. Mais, quand il n'y a pas de sécheresse, lorsqu'il n'est pas nécessaire que les British Phosphates Commissioners distribuent des quantités supplémentaires d'eau, toute l'eau utilisée dans l'île provient des sources normales qui sont à la disposition de tous dans l'île, c'est-à-dire des chutes de pluie. Durant les périodes où il est nécessaire de rationner l'eau - et cela s'est produit à des occasions relativement rares dans les récentes années - une limitation est imposée à tout le monde dans l'île, sans distinction de race, de croyance ou de couleur.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Maintenant, j'ai compris. Quand il y a pénurie d'eau, des limitations sont imposées aux Nauruans et aux Australiens. Mais ma question est justement la suivante : quelles sont ces limites? Sont-elles les mêmes pour les Nauruans et pour les Australiens?

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le représentant de l'Australie a-t-il quelque chose à répondre?

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Non, Monsieur le Président.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Représentant spécial?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : En réponse à cette question, je me préparais à dire que, sur ce point, nous séchons.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je passe à la question suivante. L'Autorité administrante a-t-elle étudié la possibilité d'installer à Nauru un appareil permettant de lutter contre la poussière de phosphate comme il en existe déjà à l'île Océan?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Avant de répondre à cette question, je désire expliquer les caractéristiques principales de ce problème. La poussière de phosphate se propage au cours de deux opérations : d'une part au cours du transfert du phosphate des séchoirs à l'endroit d'expédition, et, d'autre part, au cours du nettoyage des électrodes. C'est la deuxième opération qui occasionne le plus d'ennuis.

En mai 1963, le Haut Commissaire a commandé des électrodes du type le plus moderne, munies d'appareils d'enveloppement constant et automatique, afin d'éviter que la poussière ne s'échappe. Le premier de ces appareils devait arriver à Nauru au mois de juin et sera installé au cours de cette année; d'autres appareils seront livrés ensuite. Ces installations progressives devront réduire les dégagements de poussière et les amener à des proportions négligeables. Les frais entraînés par cet équipement nouveau se monteront à un peu plus de 300 000 livres.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le rapport de l'Autorité administrante se réfère à la différence de formation entre les instituteurs de Nauru et ceux d'Australie. Nous lisons ce qui suit à la page 37 du rapport :

"Le Directeur a un personnel qui se compose de 45 instituteurs à plein temps, sur lesquels 19 ont reçu une formation du niveau australien."

D'autre part, à la page 38 du rapport, nous lisons également ce qui suit :

"c) Conformément à la décision du Comité, les heures de classe ont été augmentées de manière que les écoles fonctionnent avec des horaires semblables à ceux qui sont pratiqués dans l'Etat de Victoria et à permettre à ces écoles d'arriver plus facilement à une égalité de niveau avec les écoles de Victoria, en ce qui concerne les résultats scolaires."

Par conséquent, il y a une différence entre le niveau d'enseignement à Nauru et celui de l'Etat de Victoria.

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais): Au sujet du premier point soulevé par le représentant de l'Union soviétique, le rapport dit que sur les 45 instituteurs employés à plein temps, 19 ont reçu une formation du niveau australien. Mais cela signifie simplement que ces 19 instituteurs ont reçu cette formation d'une manière officielle; cela ne veut pas dire et ne devrait pas vouloir dire que les autres instituteurs ne sont pas compétents et ne donnent pas un enseignement satisfaisant pour le niveau auquel ils enseignent. En fait, j'ai vu personnellement certains de ces instituteurs au travail; je sais qu'ils sont excellents.

Quant au deuxième point, ce que ce texte veut dire c'est que les heures de classe à Nauru ont été mises en harmonie avec les heures de classe dans l'Etat de Victoria. Ainsi, un programme basé sur celui des écoles de l'Etat de Victoria pourrait être mis en oeuvre à Nauru. Cela ne veut pas dire qu'il y a des niveaux différents; cela souligne simplement la nécessité, à Nauru comme ailleurs, d'appliquer les mêmes heures de classe pour appliquer le même programme d'enseignement, si les enfants sont plus ou moins de la même capacité. Cela n'est pas faire une distinction; c'est exactement le contraire.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Alors, comment expliquez-vous la phrase qui parle de l'augmentation des heures de classe et de "permettre aux écoles d'arriver plus facilement à une égalité de niveau avec les écoles de l'Etat de Victoria"? Comment cette phrase doit-elle être comprise?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je crains bien d'être incapable de comprendre les difficultés éprouvées par le représentant de l'Union soviétique. Car il semble avoir des doutes sur le point de savoir si le niveau de l'enseignement à Nauru est différent de ce niveau ailleurs. J'ai déjà dit que ce niveau est exactement le même. J'ai déclaré que l'enseignement à Nauru se base sur un programme utilisé dans un Etat de l'Australie. Tout ce que le rapport signale, c'est que les heures de classe à Nauru sont les mêmes que dans l'Etat de Victoria. Si les élèves de Nauru arrivaient à faire face aux exigences de ce programme avec des heures de classe plus courtes, cela signifierait que le niveau d'intelligence des enfants est supérieur à celui de l'Etat de Victoria.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Peut-être était-il difficile de répondre à ma question sur le programme d'enseignement; je poserai une question plus simple. Supposons qu'à un moment donné, un élève de quatrième d'une école nauruane décide d'aller en Australie; cet élève sera-t-il accepté dans une classe de quatrième en Australie? Ou bien le fera-t-on entrer en troisième ou en deuxième?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Si un élève nauruan suivant la quatrième classe d'une école de Nauru se rendait en Australie, j'ai toutes raisons de croire qu'en Australie, il serait pris dans la même classe qu'à Nauru.



M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je crois avoir ainsi reçu une réponse à ma question.

Je voudrais poser une dernière question. A la page 91 du document T/PV.1232, nous voyons que le Représentant spécial a déclaré :

(L'orateur poursuit en anglais)

"... les Nauruans ont fait des propositions pour la création d'un Comité à l'effet d'examiner la constitution d'un Conseil législatif destiné à remplacer le Conseil de gouvernement local de Nauru afin de permettre aux Nauruans de se familiariser avec les fonctions législatives et la conduite du gouvernement, de sorte que..."

(L'orateur poursuit en russe) : Et le Représentant spécial a ajouté :

(L'orateur poursuit en anglais)

"... un tel conseil serait capable de fournir aux Nauruans le moyen de se gouverner eux-mêmes."

(L'orateur poursuit en russe)

Le représentant de l'Australie pourrait-il nous donner le texte de cette proposition? S'il n'est pas en mesure de le faire, peut-être pourrait-il au moins nous donner une description détaillée des fonctions législatives de ce Conseil législatif dont la création est envisagée.

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je ne dispose pas du texte précis. J'en ai exposé la substance dans ma déclaration liminaire, mais il ne m'est pas possible d'indiquer la nature de cet organisme législatif parce que celui-ci est une chose que les Nauruans eux-mêmes entendent examiner attentivement. Ils comprennent qu'il existe de nombreuses formes d'organes législatifs et ils aimeraient avoir un comité dont les membres seraient choisis dans leur propre Conseil, ce comité recevant l'aide de l'Administrateur pour étudier les différentes formes de législature. Il ne m'est pas possible, je le répète, de décrire la structure de cette législature.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je ne puis que regretter de ne pouvoir obtenir ce renseignement. Peut-être M. Bernicke, conseiller de la délégation australienne, ici présent, pourrait-il nous donner une réponse à cette question.

M. MARSE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : M. Bernicke vient de me dire qu'il n'avait pas avec lui un exemplaire de ce document.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Peut-être pourrait-il nous exposer la teneur générale de ce document particulier et nous dire grosso modo quelle en est la substance.

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le désir manifesté par le Conseil de gouvernement local de Nauru a été exprimé sous la forme d'une résolution transmise à l'Administrateur. C'est une résolution fort brève dont j'ai fait connaître les lignes générales dans ma déclaration initiale.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le représentant de l'Australie pourrait-il, au cours de cette session, nous soumettre le texte de cette résolution, d'autant qu'on nous a donné à comprendre qu'elle était fort brève?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : C'est là une question qui doit être discutée entre le Conseil et le Gouvernement australien au cours d'autres conversations qui auront lieu en juillet prochain. Je regrette de n'avoir pas ici le texte de la résolution. Si je l'avais, je le soumettrais volontiers au Conseil.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Y a-t-il d'autres membres du Conseil qui désirent encore poser des questions cet après-midi au Représentant spécial?

Puis-je proposer au Conseil, plutôt que de tenir deux réunions qui seraient probablement très courtes - l'une demain et l'autre jeudi - de fixer notre prochaine séance à jeudi matin ou jeudi après-midi, selon ce qui sera annoncé dans l'intervalle, si au moins cette décision convient à tous les membres du Conseil?

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je crois que ce ne serait pas là une procédure acceptable parce que, comme on le sait, le Comité des Vingt-Quatre doit se réunir jeudi. Il conviendrait, me semble-t-il, de coordonner ces réunions. D'autre part, si je ne me trompe, le Conseil de sécurité se réunira également jeudi. Ainsi, il y aurait trois séances le même jour, ce qui entraînerait des difficultés pour certaines délégations. Peut-être pourrions-nous inviter le Secrétariat à voir quand se réuniront le Comité des Vingt-Quatre d'une part, et le Conseil de sécurité d'autre part, de sorte que notre Conseil puisse tenir séance au moment où les deux autres ne siègeraient pas.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je crois comprendre qu'il est possible que ces trois organismes des Nations Unies se réunissent le même jour, encore que nous ne prévoyons pas une séance du Conseil de tutelle à la même heure que le Comité spécial des Vingt-Quatre. A ma connaissance, le Comité spécial des Vingt-Quatre désire se réunir jeudi après-midi. A la condition que les membres du Conseil de tutelle soient disposés à accepter un compte rendu analytique, nous pourrions nous réunir jeudi matin, même si le Conseil de sécurité tenait séance de son côté. Les membres du Conseil acceptent-ils cette suggestion?

Puis-je demander combien de représentants seraient disposés à parler demain, soit pour continuer à poser des questions sur Nauru, soit pour faire des déclarations générales sur le même territoire? Je crois savoir que le représentant des Etats-Unis ne sera pas en mesure de faire sa déclaration finale sur les Iles du Pacifique avant jeudi. Ainsi, si nous nous réunissons demain, notre discussion ne pourra porter que sur Nauru. Quels sont les représentants qui seraient prêts à continuer de poser des questions demain si nous nous réunissions?

Je constate qu'il n'y en a qu'un. Y a-t-il des représentants qui seraient prêts à aborder le débat général sur Nauru demain? Il n'y en a qu'un, celui des Etats-Unis, de sorte que si nous tenions une séance demain, quelques questions pourraient être posées et une déclaration générale serait faite. Dans ces conditions, je pense qu'il serait préférable de prévoir une réunion, plus longue sans doute, jeudi matin.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : J'ai déjà indiqué au Secrétariat que ma délégation aimerait avoir le texte intégral de la déclaration de M. Goding, de sorte qu'un procès-verbal analytique pour jeudi ne donnerait pas satisfaction à ma délégation. Je suggère que des arrangements soient faits au résultat desquels nous aurions un compte rendu in extenso, tandis que le Comité spécial des Vingt-Quatre n'aurait qu'un procès-verbal analytique. Ma délégation attache en effet de l'importance à ce que cette réunion du Conseil fasse l'objet d'un compte rendu in extenso même si trois séances sont envisagées.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Les membres du Conseil seraient-ils prêts à s'en remettre à la Présidence du soin de fixer la date et l'heure de notre prochaine réunion, de sorte qu'il n'y ait pas conflit avec le Comité des Vingt-Quatre et que nous puissions obtenir un compte rendu sténographique? Le Secrétariat préviendrait bien entendu les membres du Conseil de la décision prise.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je tiens à m'associer à ce que vient de dire le représentant des Etats-Unis à propos des comptes rendus sténographiques de ce Conseil. C'est là, me semble-t-il, une situation quelque peu étrange que les réunions du Conseil de tutelle dépendent entièrement, comme on peut le constater, des séances des autres organismes des Nations Unies. Pourquoi devrait-il en être ainsi? A cet égard, j'aimerais souligner que ma propre délégation, la délégation australienne, a dépensé des sommes considérables et fait face à bien des difficultés puisque nous avons, en fait, traversé la planète pour venir faire part aux Nations Unies des conditions régnant dans le Territoire sous tutelle. Il ne convient pas que des gens qui se sont dérangés d'aussi loin, qui occupent des fonctions importantes dans leur propre communauté, qui ont aussi leurs affaires privées, soient, pour des motifs de ce genre, obligés d'attendre que le Conseil ait la possibilité de se réunir, au moment même où ses délibérations en sont parvenues au stade qu'elles ont atteint maintenant.



Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je crois comprendre que cette année nous nous trouvons en difficulté du fait que la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement se réunit à Genève, et qu'un grand nombre d'interprètes et de sténographes parlementaires du Siège y travaillent. Il est donc nécessaire, au cours de cette session, étant donné ces circonstances, que nous fassions de notre mieux pour travailler malgré ce handicap. Je consulterai le Secrétaire général ou son conseiller préposé, pour tâcher de m'assurer que les travaux de notre Conseil n'aient pas à pâtir plus qu'il n'est absolument nécessaire, et je lui ferai également part des opinions qui ont été exprimées ici.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais que le Président me dise si, lorsque nous nous réunirons jeudi, nous nous bornerons à entendre la déclaration finale de la délégation des Etats-Unis sur les Iles du Pacifique, pour ensuite poser des questions à propos de Nauru. La présidence préférerait-elle qu'au cours de la même séance les membres du Conseil prennent également part à la discussion générale sur Nauru?

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : J'espère que nous pourrons faire les deux, en commençant par la déclaration finale du représentant des Etats-Unis puis en passant à Nauru, et que nous pourrons avancer considérablement notre travail soit l'après-midi soit le matin.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Si je comprends bien, Monsieur le Président, nous aurons des comptes rendus in extenso pour la séance de jeudi?

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Si je comprends bien, je devrai consulter le Secrétaire général pour voir si nous pouvons obtenir un compte rendu in extenso. Dans la négative, pour faire droit à la demande de l'un des représentants, nous ne nous réunirons pas jeudi, mais nous tiendrons séance dès que nous saurons que nous pouvons obtenir un compte rendu in extenso.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Dois-je comprendre qu'il n'y aura pas non plus de compte rendu in extenso de la séance de cet après-midi?

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Il y aura seulement un compte rendu analytique de la présente séance, comme je l'ai dit au Conseil à la fin de notre séance d'hier.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : J'ai conféré avec mon collègue du Libéria, il est fort improbable que nous puissions procéder jeudi à la discussion générale sur Nauru, et les délégations du Libéria et de la Chine se borneront à poser des questions sur ce territoire à l'une des séances de jeudi. Je crois que mieux vaudrait tenir une séance jeudi, et une autre vendredi, cette dernière étant consacrée à la discussion générale sur Nauru.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Un représentant au moins est prêt à faire sa déclaration générale sur Nauru, soit demain, soit jeudi; je suggère donc que nous profitons de toutes les occasions pour avancer dans nos travaux.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Je crois que nous nous éloignerions considérablement de nos habitudes en commençant la discussion générale sur un territoire avant la fin de la période des questions. Je ne sais pas si le Conseil est prêt à renoncer à sa pratique habituelle.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je vais consulter les membres du Conseil. Je conçois que le représentant de la Chine souhaite respecter nos habitudes, mais parfois, des précédents ont été créés. Le but des questions est de recueillir les informations que les membres du Conseil souhaitent posséder pour préparer leur déclaration générale. Mais si une délégation quelconque estime qu'elle a toutes les informations nécessaires et est disposée à faire sa déclaration, je suppose qu'il lui est possible d'agir ainsi.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La délégation de l'Union soviétique, pour sa part, tient à déclarer qu'elle fait entièrement confiance au Président et qu'elle espère qu'il pourra parvenir à une décision qui donnera satisfaction à tous les membres du Conseil. Je suis tout à fait prêt à m'en remettre à sa décision.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Comme tous les Australiens, le représentant spécial est un bourreau de travail, et je suis sûr qu'il sera prêt à continuer. Ai-je raison?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, j'ai séché tout à l'heure, mais j'ai repris force et vigueur.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Si tel est le voeu du représentant spécial, je vais continuer à lui poser des questions, mais je ne puis lui dire combien de temps cela va prendre. Toutefois, je me limiterai au domaine politique.

En premier lieu, je voudrais demander quelque chose qui a trait à une réponse qu'il a donnée lors d'une séance précédente. Voudrait-il se référer à la page 47 du compte rendu T/PV.1234? Une question avait été posée à propos de l'extension des pouvoirs du conseil de gouvernement local. Il s'agissait de savoir si ce conseil était soumis à un contrôle quelconque. Le représentant spécial a répondu par la négative. Je voudrais savoir maintenant si je puis en conclure que l'Administrateur approuvera n'importe quelle décision que pourrait prendre le conseil de gouvernement local touchant les sept points énumérés à la page 3 du rapport supplémentaire du représentant spécial. En est-il ainsi?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : J'avais répondu : "Le conseil Nauruan n'est soumis à aucun contrôle en ce qui concerne ses fonctions exécutives". (1234ème séance, page 47) La situation est la suivante : Il ne s'agit pas de savoir si l'Administrateur peut désavouer le conseil, ce dernier n'étant soumis à aucun contrôle en ce qui concerne ses fonctions exécutives.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : L'Administrateur sera-t-il d'accord avec les décisions qui pourraient être prises par le Conseil de gouvernement local en ce qui concerne les sept points énumérés dans la deuxième partie de la déclaration liminaire?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je suis certain que l'Administrateur serait d'accord, mais cet accord ne serait aucunement requis.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Si je comprends bien, les pouvoirs du Conseil ont été élargis. Dans le cas où il s'agirait de fixer la rémunération d'un directeur ou des conseillers, il serait d'accord quel que soit le salaire fixé par le Conseil de gouvernement local?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : C'est exact. Ma réponse antérieure se rapportait seulement aux qualifications qui figurent entre parenthèses au point d), auquel j'ai fait allusion il y a un moment, en ce qui concerne la création de statut (il est maintenant question d'une abrogation de la part de l'Administrateur). Il s'agit là d'une opération législative. Toutes les autres fonctions ont un caractère exécutif et ne sont pas soumises à l'approbation de l'Administrateur.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Je ne veux pas parler des fonctions mais plutôt des décisions prises par le Conseil de gouvernement local. Le Représentant spécial veut-il dire que l'Administrateur sera toujours d'accord sur toute décision prise par le Conseil de gouvernement local au sujet de l'un quelconque des sept points mentionnés?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Il en est ainsi pour ce qui concerne les points a), b), c), e), f) et g). Il est indiqué au point d) que les décrets ne peuvent être abrogés que par l'Administrateur; mais j'ai souligné que ce genre de décision n'était prévu que pour éviter les erreurs judiciaires ou autres. C'est là le principal point de désaccord qui est vraisemblablement envisagé.



M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Le Conseil de gouvernement local utilise-t-il pleinement les vastes pouvoirs dont il dispose, en vertu des récents amendements apportés à la Local Government Ordinance?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Toutes ces décisions sont assez récentes, et je ne sais pas encore si le Conseil de gouvernement local s'est déjà prononcé sur l'un des points énumérés. Il appartient au Conseil d'en décider.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : En posant cette question, je ne pense pas à l'exercice des pouvoirs dans le contexte des sept points dont nous avons parlé. Je voudrais savoir si le Conseil de gouvernement local a dès maintenant pleinement exercé les pouvoirs qui lui ont été conférés.

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : J'ai été informé, par exemple, que le Conseil a exercé tous ses pouvoirs pour l'organisation des dernières élections en décembre. Je suis sûr que le Conseil continuera à utiliser ses pouvoirs chaque fois qu'il le jugera bon, et nécessaire pour le bien de la population.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Au cours de la dernière séance, une question a été posée en ce qui concerne les demandes d'emploi dans les services publics. Si j'ai bien compris, l'Administration a publié des offres d'emploi et le Représentant spécial nous a dit qu'en réponse à ces annonces parues dans la gazette nauruane, seulement deux demandes ont été reçues et qu'aucune des deux personnes n'avaient les qualifications requises pour les postes en question. Le Représentant spécial pourrait-il nous dire ce qu'il pense de cette situation. Comment se fait-il que si peu de personnes aient répondu et que si peu soient vraiment qualifiées pour le faire?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Il faut tout d'abord se souvenir qu'il y a eu un très grand nombre de demandes adressées par des Nauruans pour occuper des fonctions dans les services publics de Nauru et de nombreux postes ont été attribués. Les postes restants sont ceux qui n'ont pu encore être pourvus; mais je ne pense pas que cela reflète une incapacité des Nauruans, surtout lorsqu'on considère qu'il est question de plus de 500 postes. Il y a évidemment, par exemple, également le cas d'un étudiant nauruan qui veut poursuivre ses études de médecine et travaille pour

M. Marsh

obtenir toutes les qualifications médicales requises. S'il y arrive, il deviendra sans aucun doute, et en temps voulu, directeur des services sanitaires, mais de nombreuses années seront nécessaires pour qu'il soit capable de remplir des fonctions de ce genre. En ce qui concerne d'autres postes, comme ceux de secrétaires-dactylographes ou autres, je n'ai pas connaissance que des demandes aient été reçues, bien que de jeunes nauruannes soient employées dans les services de l'Administration. La raison est peut-être tout simplement qu'elles n'ont pas jugé bon de poser leur candidature ou bien peut-être ne possédaient-elles pas, par exemple, la rapidité nécessaire en sténographie, ou encore avaient-elles d'autres raisons personnelles.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : A propos de la réinstallation de la communauté nauruane, nous avons appris du représentant spécial que la proposition australienne était considérée comme inacceptable par les Nauruans. Dans sa déclaration liminaire, le représentant spécial nous a dit qu'un certain nombre de consultations avaient eu lieu entre le Conseil de Gouvernement local de Nauru et la population de l'île, mais il ne ressort pas clairement de quelle façon les consultations ont eu lieu et comment - après une période très courte au cours de laquelle on a montré un film sur l'île de Curtis, ainsi que des modèles d'habitations dont on envisage la construction et après que plusieurs séances publiques aient été tenues - le Conseil du Gouvernement local est en mesure d'arriver à la conclusion que les propositions ont été rejetées par la population nauruane dans son ensemble. J'aimerais bien savoir comment le Conseil a pu prendre une décision de cette nature.

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Nauru est une communauté fort petite dont les secteurs sont intimement liés entre eux. En général, le public a été en mesure de participer à des discussions libres et ouvertes. Le Conseil lui-même a procédé à des débats et, étant donné la situation actuelle de Nauru, il a été facile pour les conseillers de se rendre dans leurs propres districts et d'entreprendre des conversations directes avec leurs communautés et de se rendre compte de l'opinion des différents groupes de la population. Je crois savoir que ces conseillers sont revenus d'une série de réunions dans les districts et sont arrivés à la conclusion, en comparant leurs notes, que l'offre que j'avais décrite n'était pas acceptable.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Le représentant spécial pourrait-il nous dire si le Conseil de gouvernement local de Nauru serait disposé à considérer la proposition antérieure de l'Australie, c'est-à-dire une réinstallation par étapes ou, comme on l'appelle, une réinstallation progressive. Pense-t-il que le Conseil de gouvernement local pourrait envisager la revision de cette proposition d'installation par étapes?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je suppose que le représentant de la Chine ne se réfère pas à la proposition originale australienne pour la réinstallation à titre individuel et au fur et à mesure que des

M. Marsh

habitations et des emplois pourraient être trouvés, mais plutôt à l'offre que j'ai moi-même communiquée à Nauru. Le fait que le Conseil de Nauru ait indiqué son désir de conduire d'autres négociations avec le Gouvernement australien pour revoir et préciser sa proposition à propos d'un Etat indépendant en ce qui concerne la réinstallation, le fait que le Conseil m'a informé que pour l'île de Curtis, on ne devait pas écarter l'idée d'un examen ultérieur, et le fait que ses membres ont l'intention de se rendre en Australie en juillet, tout cela m'amène à la conclusion que le Conseil de Nauru estime qu'une réponse à ce problème pourrait être trouvée par voie de négociations. Ma réponse précise à la question consiste donc à dire que je pense que le peuple nauruan continue à espérer que l'on trouvera une base pour l'établissement d'un plan de réinstallation acceptable.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : En dépit du fait que les Nauruans n'ont pas accepté, pour le moment, la récente proposition australienne, y a-t-il une possibilité quelconque de la part du Gouvernement de l'Australie de leur offrir un autre choix que celui qui leur avait déjà été proposé, ou bien le Gouvernement australien désire-t-il attendre jusqu'à ce que les Nauruans changent d'avis?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je pense que la situation est la suivante : le Gouvernement australien ne pourra pas accorder l'indépendance et la souveraineté à l'île de Curtis si c'est là que la population de Nauru doit se réinstaller; mais en dehors de ce point ultime, le Gouvernement australien est disposé à envisager avec les Nauruans un plan selon lequel ces derniers pourraient conduire leurs propres affaires; et j'estime que le Gouvernement australien s'est déclaré d'accord pour entamer des discussions au mois de juillet dans l'espoir que ces négociations pourront jeter plus de lumière sur la possibilité d'un accord de réinstallation acceptable.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Je vais maintenant poser au représentant spécial trois dernières questions, et j'espère me faire bien comprendre car ce sont des questions importantes que j'ai à l'esprit en ce qui concerne la réinstallation. Tout d'abord, je pense que le représentant spécial peut se souvenir qu'au cours de notre dernière session, j'ai posé une question au Chef suprême pour lui demander si le Conseil de gouvernement local pourrait envisager la possibilité de faire de Nauru une entité autonome, associée



M. Kiang (Chine)

avec une plus grande communauté indépendante, comme une solution au problème de l'avenir des Nauruans. Le Chef suprême m'a promis de transmettre cette question à Nauru et de consulter le Conseil de gouvernement local. Je me demande si cette consultation a eu lieu en la matière. Le représentant spécial pourrait-il me dire s'il en a entendu parler?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je pense que c'est peut-être là l'origine de la dernière proposition dont je vous ai fait part, c'est-à-dire la proposition selon laquelle le Conseil devrait créer un comité pour étudier la possibilité pratique de la création d'un conseil législatif disposant de ces pouvoirs plus étendus.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Je trouve cette réponse très intéressante car elle jette quelque lumière sur la façon de penser des Nauruans. Lorsque j'ai posé la question au Chef suprême, l'année dernière, j'ai bien précisé que ce serait une alternative à la proposition originelle qui consistait à faire un Etat souverain de la communauté nauruane. Le représentant spécial nous dit maintenant qu'à son avis, la question que j'ai posée au Chef suprême peut bien être à l'origine de la proposition concernant la création d'un comité demandé par la population nauruane. J'espère que c'est dans le contexte de cette question posée par mes soins au Chef suprême qu'on a fait cette nouvelle proposition. Je ne veux pas abuser davantage de votre temps en la matière, et je vais poser ma question suivante; mais je voulais simplement préciser à l'intention du représentant spécial ce qui s'était passé au Conseil de tutelle, l'année dernière, quand j'ai soulevé cette question.

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je crois que les Nauruans n'ont pas indiqué qu'ils avaient changé d'avis en ce qui concerne la nécessité d'un nouveau foyer; mais en même temps, ils s'intéressent à l'idée de pouvoir disposer d'un instrument leur permettant à l'avenir de jouir d'une autonomie plus large.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Ma question suivante est celle-ci : si les Nauruans ont décidé de se réinstaller ailleurs et si certains d'entre eux - probablement les membres d'une génération plus âgée - désirent rester à Nauru, quel genre de régime ou de structure politique y aurait-il à Nauru sur le plan administratif?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je pense que, dans ce cas, l'administration de l'île devrait se poursuivre. Il existerait toujours une communauté qui s'occuperait de l'industrie des phosphates et il y aurait aussi les droits agraires de Nauru qui devraient être administrés et protégés. Quant à la forme que prendrait l'administration, je pense que ce serait soit une perpétuation du régime de tutelle, soit - me fondant sur une question qui m'a été posée par le Conseil de gouvernement local de Nauru - une possibilité que les Nauruans, s'ils acceptaient une proposition de réinstallation en tant que citoyens australiens, demandent, comme condition d'une réinstallation et d'une prise en main du Gouvernement australien, que celui-ci continue indéfiniment, même après la disparition des phosphates de l'île, à administrer cette dernière et à protéger les quelques droits agraires que la population nauruane posséderait encore dans l'île.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Si je comprends bien, le Représentant spécial ou le représentant de l'Australie, en réponse à une question posée cet après-midi, a dit que la forme de gouvernement adoptée éventuellement pour la communauté nauruane lorsqu'elle abandonnera Nauru et se réinstallera ailleurs, est en cours d'examen, et qu'il n'y a pas encore d'opinion bien définie en la matière. A la lumière des questions que nous avons posées antérieurement et de celle que je viens de poser moi-même, l'Autorité administrante considère-t-elle toujours utile de faire sienne une proposition de la Mission de visite de 1962 tendant à ce qu'un comité consultatif soit créé pour étudier la question de la future autorité exécutive et législative, dans son ensemble, ce qui permettrait sans aucun doute de prendre soin de la situation, quelle qu'elle soit, qui pourra exister lorsque les Nauruans se réinstalleront ailleurs? Ce comité consultatif travaillerait, bien entendu, très étroitement avec l'Administrateur et, ainsi que la Mission de visite l'a proposé, même avec un représentant du Département des territoires et un fonctionnaire juridique ayant l'expérience de ces questions.

L'Autorité administrante n'a pas encore fait connaître précisément sa position au sujet de cette proposition de la Mission de visite. Je ne sais pas si l'Autorité administrante estime sage d'avoir un comité consultatif tel que celui proposé la Mission de visite.

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je pense que la proposition faite maintenant par le Conseil de Nauru au sujet de consultations avec des représentants du gouvernement est, en un certain sens, dépassée car le gouvernement s'est déclaré d'accord à ce sujet. Le gouvernement ayant accepté le principe de cette discussion, je pense qu'il envisagerait avec sympathie la possibilité de créer le genre de comité mentionné par le représentant de la Chine. Mais nous avons dépassé ce point, nous sommes maintenant engagés dans des discussions à un niveau plus élevé, si je puis dire.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Lorsque j'ai posé cette question, j'avais à l'esprit un passage de la déclaration liminaire du Représentant spécial. Il s'est référé à des propositions nauruanes "pour la création d'un comité à l'effet d'examiner la constitution d'un Conseil législatif destiné à remplacer le Conseil de gouvernement local de Nauru ..." (1232ème séance, p. 91). Est-ce la même chose que le Représentant spécial avait à l'esprit lorsqu'il a répondu à ma question?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : C'est le point particulier que j'avais à l'esprit.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : S'il en est ainsi, ce Conseil législatif est limité au remplacement de l'actuel Conseil de gouvernement local de Nauru, ce qui ne s'étend certainement pas au sujet de discussions que la Mission de visite avait à l'esprit lorsqu'elle a proposé la création d'un comité consultatif. Je ne sais pas si le Représentant spécial est au courant de cette proposition faite par la Mission de visite dans son rapport.

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : J'ai lu le rapport de la Mission de visite. Je peux dire que, en ce qui concerne les discussions du mois de juillet, le Conseil a également indiqué qu'il désirait avoir une discussion avec le Gouvernement sur son attitude à l'égard des propositions de 1962 qui, je crois, étaient tout à fait semblables. C'est dans cet esprit que j'ai estimé que les discussions demandées et sur lesquelles on s'est mis d'accord, semblaient jusqu'à un certain point avoir dépassé ces propositions. Cependant, ces propositions seront examinées de nouveau, pour le cas où elles pourraient servir d'éléments constructifs.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : A la lumière de cette réponse, dois-je comprendre que l'Autorité administrante s'est déjà déclarée d'accord pour la création de ce Comité chargé d'étudier la constitution d'un Conseil législatif qui devra remplacer l'actuel Conseil de gouvernement local?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : L'Autorité administrante s'est déclarée d'accord pour avoir en juillet des discussions sur ce sujet. La question de savoir ce que pensent les Nauruans et de déterminer le genre d'assistance qu'ils pourraient désirer pour leur comité en d'autres matières, sera alors discutée. Le Gouvernement australien a, pour le moment, des renseignements tout à fait superficiels sur ce que pense le Conseil de gouvernement local de Nauru en ce qui concerne les dernières propositions.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Il ressort de la dernière réponse que ce qui a été proposé par le Conseil de gouvernement local de Nauru au sujet de la création d'un Comité chargé d'examiner la constitution d'un Conseil législatif ne dépasse pas ce qui a été proposé par la Mission de visite, car les propositions de la Mission de visite comprenaient une étude sur l'autorité exécutive.

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : L'étude de cette question sera poursuivie.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Puis-je en conclure que, lorsque le Comité suggéré par les Nauruans proposera de créer un nouveau conseil législatif pour remplacer le Conseil de gouvernement local de Nauru, l'Autorité administrante examinera avec sympathie cette proposition?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le Gouvernement australien est désireux de savoir ce que le Conseil a à l'esprit. Je ne peux pas dire si l'on envisagera ou non avec faveur telle proposition particulière tant que le gouvernement ne saura pas de quoi il s'agit.



M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Puis-je poser une dernière question au représentant spécial? Etant donné le caractère unique du territoire sous tutelle de Nauru et ses problèmes très particuliers, comment et à quel moment l'Autorité administrante considérera-t-elle que les objectifs fondamentaux du système international de tutelle, tels qu'ils sont décrits à l'Article 76 de la Charte, ont été atteints?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : L'Autorité administrante considérera que ces objectifs ont été atteints lorsque l'avenir du peuple nauruan aura été assuré par l'acceptation et la mise en oeuvre d'un plan de réinstallation qui donnera à la population un nouveau foyer et un avenir sûr.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Je suis très reconnaissant au représentant spécial pour cette réponse. En effet, ma délégation a été la première à soulever cette question il y a quelques années lorsqu'elle a demandé si les objectifs fondamentaux du régime de tutelle seront considérés comme atteints lorsque le peuple nauruan aura décidé de s'établir ailleurs. Pour la première fois, l'Autorité administrante a dit très clairement au Conseil que c'était là son interprétation de la mise en application des objectifs fondamentaux de la Charte pour ce qui est du territoire sous tutelle de Nauru.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je remercie le représentant de la Chine et le représentant spécial pour leur coopération aux travaux du Conseil aujourd'hui.

Il résulte des consultations que j'ai eues avec les membres du Conseil que, bien qu'il soit possible d'avoir une séance demain matin avec un compte rendu sténographique, nous n'aurions de travail que pour environ 15 minutes. Dans ces conditions, je propose que le Conseil s'en remette au Président pour qu'il organise une séance aussitôt que possible après demain, étant entendu que cette séance ne coïncidera pas avec une réunion du Comité des Vingt-Quatre et que nous pourrons avoir un compte rendu sténographique. Les membres du Conseil verront l'annonce de cette séance dans le Journal.

La séance est levée à 18 h 25.